LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

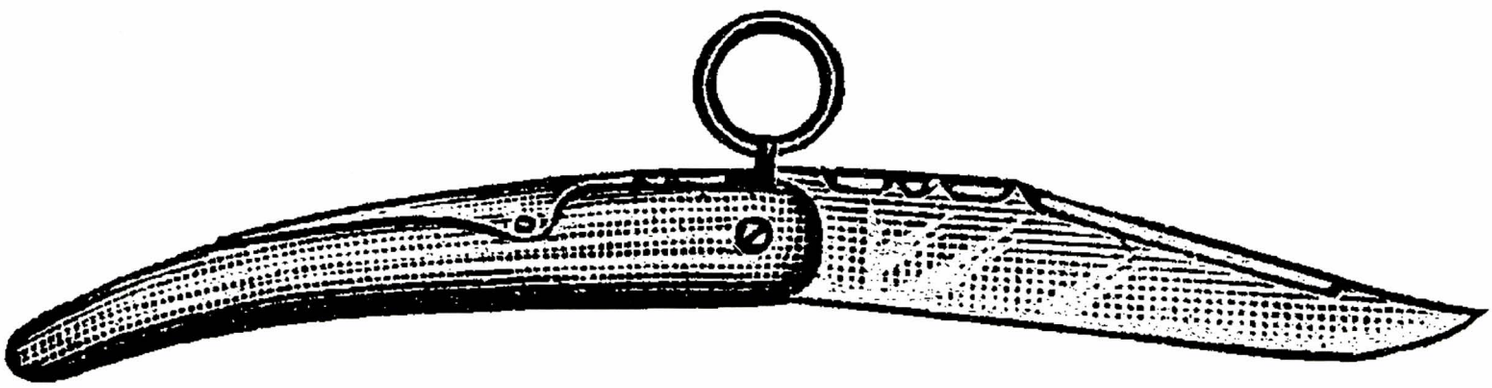
3,50 € ISSN 0026-9433

« À vivre sans faire de concessions, on se crée quelques inimitiés, mais on y gagne le privilège d'être entouré de gens exceptionnels. »

Roland Lewin

hors-série N°38
du 24 décembre 2009 au 22 février 2010
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

TANT QU'IL Y AURA DES COUILLES EN OR



Y'AURA DES LAMES EN ACIER

M 06726 - 38 H - F: 3,50 € - RD

Alternative au capitalisme :
les lecteurs et les lectrices s'expriment.

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulen construire les militants et militantes de la Fédératio anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respe absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Sommaire

Finances publiques antisociales ! Par A. Somiador, *page 3*

Bakounine et l'anarchie, par R. Berthier, *page 5*

Pratiquer une **géographie libre,** par Silfax, *page 9*

Une **histoire** qui finit mal, par J.-P. Levaray, *page 14*

Les groupes de la Fédération anarchiste, *page 16*

Radio libertaire, *page 17*

Les lecteurs et les lectrices s'expriment, *en cahier central*

Sur les conseils de Jacques Prévert, la librairie du Monde libertaire sera fermée pour inventaire du 4 au 9 janvier 2010 inclus. Les commandes reçues pendant cette période par courrier ou sur le site internet librairie-publico.com seront traitées à partir du 11 janvier, et connaîtront donc un petit retard.
Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comme tous les hivers, votre *Monde libertaire* hebdo prend un repos mérité. Vous le retrouverez le 14 janvier chez les marchands de journaux les mieux fournis. Comme, hélas, il ne sont pas les plus nombreux, nous vous signalons un petit outil bien pratique, mis en place par les NMPP, notre diffuseur : le site internet www.trouverlapresse.com qui vous indiquera les points de ventes approvisionnés les plus proches de vous. Face au monopole de la presse d'argent et des marchands d'armes, nous avons toujours besoin du soutien de nos lecteurs !

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus)	**Étranger**
3 mois, 13 n^{os}	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 77 €

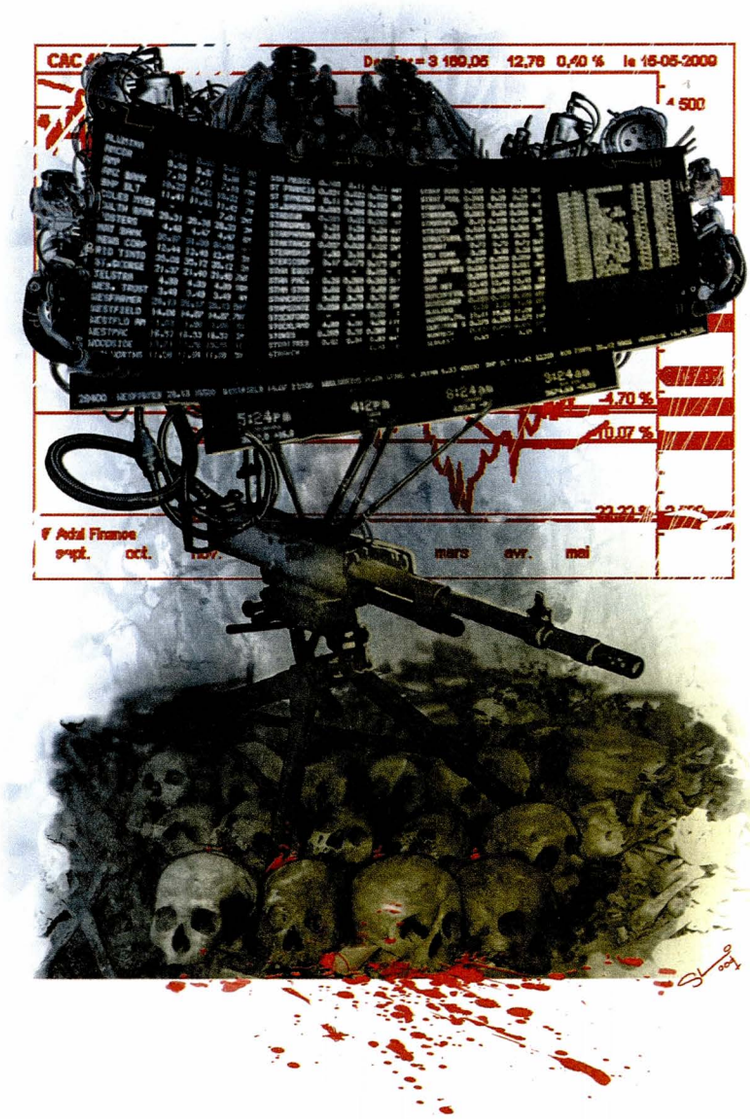
Tarifs (hors-série inclus)	**France** et DOM-TOM
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

L'État c'est toujours plus...

de fric au capital et de coups de trique au monde du travail



Alen Somiador

Le sport préféré des doctrinaires du capitalisme, en tant que système monde considéré comme étant le modèle idéal autant qu'indépassable de l'histoire, consiste à glaviotter sur l'« État-providence ». Mais les mêmes, toute honte bue, se réjouirent quand les gouvernements du G20 mirent le système bancaire international sous oxygène après qu'il eut frisé le collapsus. Mais la reconnaissance du ventre est inconnue chez ces gens-là. Preuve en est : à peine les saigneurs de la finance reprirent-ils des couleurs grâce à l'argent public, qu'aussitôt les contempteurs de l'« État obèse » réactivèrent leurs glandes salivaires pour revenir à leur singulière autant que dégoûtante monomanie.

Les fruits de l'État dans la panse du privé

Ici, simplement soucieux de faire un sort à la présumée imputrescible fable reposant sur « l'obésité paralysante de l'État tentaculaire » (*Le Figaro*, 5 avril 2008), nous vous convions à faire une courte plongée dans l'histoire récente du pays des fromages qui puent. À partir des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, un credo commun fédéra les gouvernements de gauche et de droite qui se succédèrent à la tête de l'État : privatiser était une question de vie ou de mort pour l'économie du pays. Cependant, les moins hypocrites assenaient plus directement que, sans cela, le « capitalisme à la française » serait condamné à rester à quai pendant que s'ébranlerait le train de la mondialisation heureuse. Et c'est ainsi que le privé fut convié à ouvrir grand son bec pour avaler une pleine corbeille de fruits juteux et sucrés jusque-là suspendus aux branches de l'État : Saint-Gobain (1986), la SG (1987), Total (1992), la BNP (1993), Renault (1996), Péchiney et Usinor-Sacilor (1997), le Crédit Lyonnais (1999), France Télécom (2004). Les ventes d'entreprises publiques (ou à participation majoritaire de l'État) à « prix d'ami » effectuées sous les gouvernements d'Édouard Balladur (1993-1995) et d'Alain Juppé rapportèrent seulement 140 milliards de francs aux finances publiques. Vexé, le gouvernement de la gauche « plus rien » de Lionel Jospin voulut démontrer que ses prédécesseurs avaient vraiment joué petit bras. Aussi procéda-t-il à la privatisation partielle ou intégrale de Bull, du CIC, de Thomson CSF, d'Air France, de Thomson multimédia et du Crédit Lyonnais. Ces pommes d'or furent soldées pour 240 milliards de francs, ce qui, vu leur valeur réelle, lui valut moult regards énamourés de la part des nouveaux propriétaires. (Cette chronologie des privatisations est redevable au délicieux *Plan B.*)

Présentement, la fusion de Suez et de GDF, permet de dire aux actionnaires de ce conglomérat de l'énergie que ça gaze pour eux. Dans

les opérations de captation des biens publics par le privé, nous ne saurions oublier La Poste et la SNCF. La première est dans le viseur, alors que la seconde organise méthodiquement sa vente à la découpe, vu que tous les morceaux de la bête ne présentent pas le même intérêt pour des repreneurs potentiels. Les uns misant sur un développement de leur offre de transport, les autres – plus trivialement – étudiant l'opportunité de réaliser un coup financier.

La RGPP est une boîte à outils conçus pour casser la fonction publique

En version bibliothèque rose, les objectifs généraux de la révision générale des politiques publiques (RGPP) sont ainsi formulés : « Il s'agit simplement de faire la chasse aux structures superflues et aux procédures trop lourdes. Cette chasse, ça veut dire du temps gagné, de la dépense économisée, cela veut dire une administration qui répond plus vite » (Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, dans un interview à *France-Soir* le 9 septembre 2008). Cette glu de mensonges ne colle guère à la vérité. En premier lieu, la RGPP vise à la réduction des services publics sur fond de suppressions massives d'emplois, de fusions menées au canon et de réorganisations à la hache. Bien entendu, toutes ces mesures ont des conséquences désastreuses sur les services de proximité (hôpitaux, maternités, bureaux de poste, écoles, etc.). Enfin, pour les personnels ayant survécu aux coupes claires dans leurs effectifs (après tant d'autres, plus de 30 000 postes de fonctionnaires seront supprimés en 2010), cela s'accompagne d'un bouleversement dans les règles de gestion et par une volonté à peine masquée de tailler en pièces le statut de fonctionnaire qui garantit son indépendance dans l'exercice de ses missions. Corrélativement, la RGPP permet au gouvernement de diminuer le nombre des syndiqués, sachant que la moyenne des encartés dans le secteur public, quoique faible, est nettement supérieure à ce qu'elle est dans le privé (15 % contre 5 %). Bref, encore du bonus pour essouffler un peu plus des luttes déjà bien asthmatiques.

N'oublions pas non plus qu'en supplément, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) prescrit la mise en place d'« indicateurs de performance » basés sur une stricte logique comptable, car il importait, aussi, de singer jusqu'à la caricature les modes de pilotage et de gestion si prisés dans les grandes entreprises privées, par exemple le vénéneux « management par objectifs ».

Mais la fourberie des servants du capital va plus loin encore. La sauvage cure d'amaigrissement de l'État est un moyen supplémentaire d'engraisser les entreprises privées via une arnaque qui a pour nom « partenariat public privé ». Cédons à nouveau la parole au *Plan B* : « L'astuce consiste à confier le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un ouvrage public à un consortium réunissant un géant du bâtiment, des banques et des avocats. Rémunérés sous forme de loyers, les prestataires peuvent exiger de lourdes compensations en cas de remise en cause du contrat, à la suite par exemple d'une alternance électorale. Les PPP présentent de surcroît l'avantage d'"assurer une récurrence en termes de revenus sur plusieurs années" comme le dit avec émotion le directeur du pôle bâtiments d'Eiffage Concessions (*Les Échos*, 26 juin 2008). »

Enfin, il ne faut pas oublier le transfert des charges vers les collectivités locales. Dans un premier temps, les conseils régionaux et généraux roucoulèrent au vu des compétences nouvelles qui leur échurent. Mais les mêmes pleurnichent aujourd'hui, constatant que les moyens financiers accordés par le gouvernement ont incomplètement accompagné ce transfert de missions. À cet égard, la suppression de la taxe professionnelle n'est pas faite pour les rassurer, puisque les nouvelles sources de financement visant à la compenser baignent dans un flou artistique.

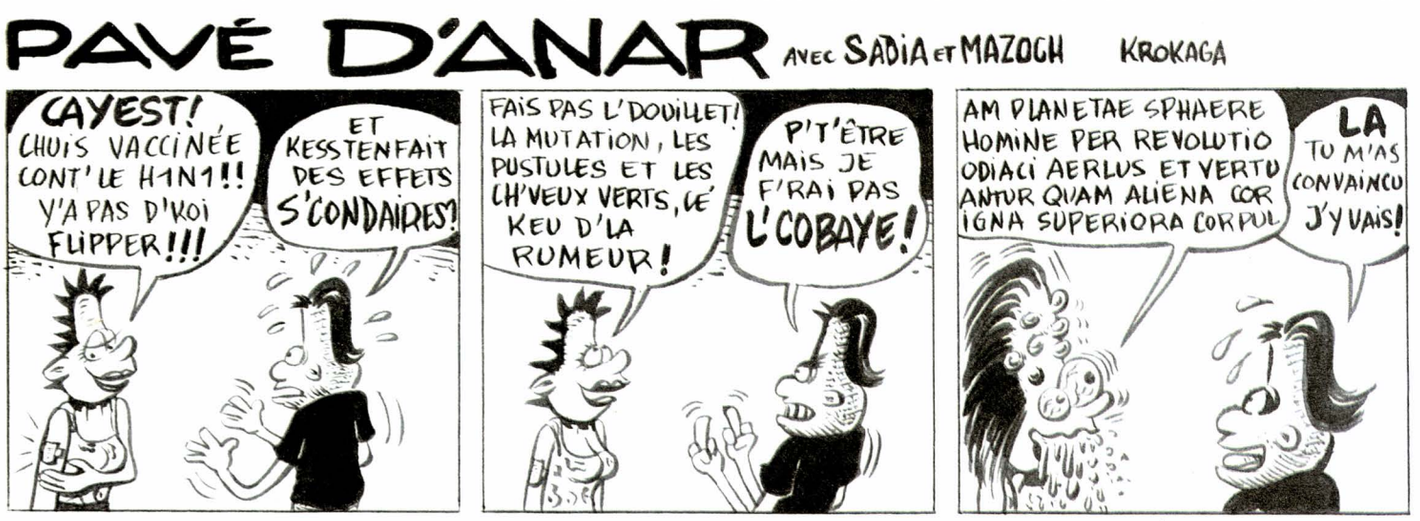
Dette publique et déficit budgétaire sont d'autres armes antisociales

Comme nous venons de le voir, la guerre sociale que mène le gouvernement contre les travailleurs du public *et* du privé couvre plusieurs fronts. Mais le gouvernement apporte les derniers réglages à une autre arme antisociale dont les effets seront terriblement destructeurs pour peu que nous en minorions la puissance dévastatrice.

Sa stratégie est pourtant cousue de fil blanc qui consiste à creuser délibérément la dette de l'État et à laisser filer tout aussi volontairement le déficit du budget public. Le « trou » se creuse ? Pourtant le gouvernement détourne les yeux devant la fuite des capitaux dans les paradis fiscaux (le montant estimé se situait entre 30 et 40 milliards d'euros en 2007). Pareillement, il a orchestré les réductions d'impôts jusqu'à se priver de 66 milliards d'euros par an depuis 2000. Itou, il s'est bien gardé de faire un inventaire des niches fiscales (le coût annuel pour la collectivité s'élève à 73 milliards d'euros) pour en éliminer les moins justifiées.

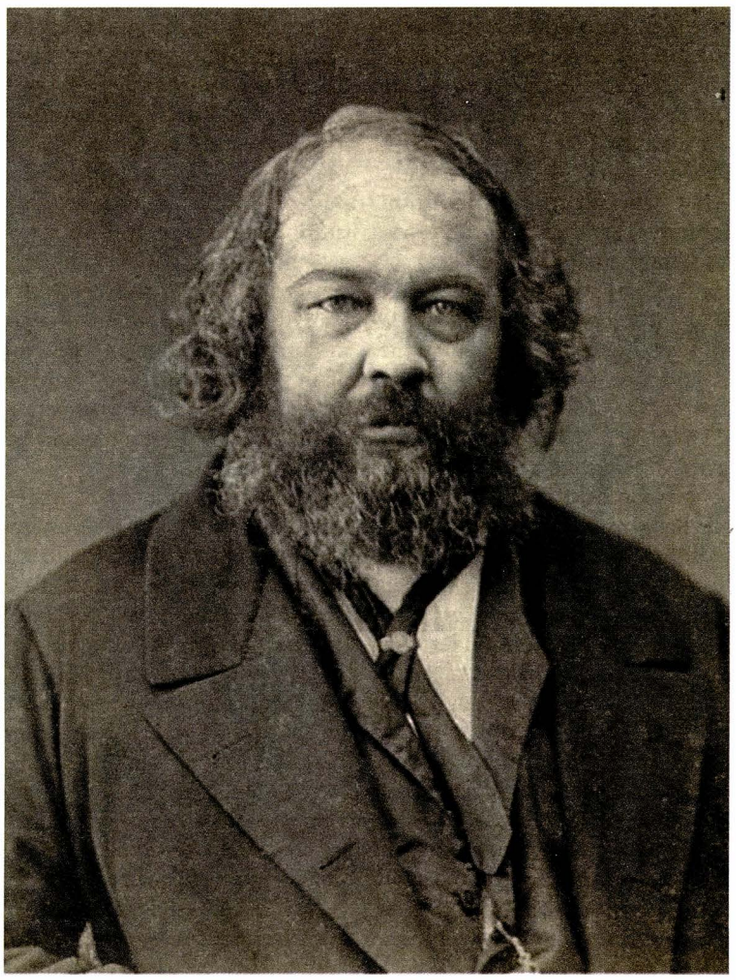
Après avoir décidé la levée d'un emprunt de 35 milliards, le 14 décembre, Sarkozy a cru bon de préciser ceci : « ses intérêts vont être immédiatement gagés par des économies supplémentaires sur les dépenses courantes de l'État » ; ben pour une découverte inattendue, en voilà une ! Toujours en veine de révélations épastrouillantes, le même a rajouté : « S'agissant de la Sécurité sociale, je confirme ma volonté d'ouvrir le débat sur une réforme des retraites en 2010 et de poursuivre la rénovation de l'assurance-maladie, car j'estime que rien ne peut expliquer que nous financions les dépenses de santé par la dette. » Répétons en boucle ce mantra : donner de plus en plus de fric aux riches et pressurer les travailleurs jusqu'à la dernière goutte, c'est bon pour l'économie, la planète, la justice sociale, le pouvoir d'achat et les marchands de… Rolex. Non, nul n'est tenté ? Alors préparons-nous à foutre notre poing sur la gueule des tartuffes de tous bords qui ne jurent que par le dialogue social. Mieux encore, n'oublions jamais que la rue est formidablement belle quand elle est investie par des millions d'exploités déterminés à faire rendre gorge aux puissants.

A. S.



De l'usage du mot « anarchie »

chez Bakounine



René Berthier

Source : monde-nouveau.net
Rubrique Bakounine

LE MOT « ANARCHIE » inventé, un peu par provocation, par Proudhon, qui avait étudié les langues anciennes et prenait ce terme au sens étymologique, a été contesté au sein même du mouvement dit « anarchiste ». Michel Bakounine se qualifiait surtout de « socialiste révolutionnaire » ou de « collectiviste », et très accessoirement d'« anarchiste ». En 1906, des théoriciens en vue du mouvement anarchiste espagnol proposent de renoncer au vocable « *anarquia* », que le public interprète mal.

« Dans toute langue le sens donné au mot par l'usage est prépondérant, et créer une telle confusion, c'était créer l'anarchie au sens traditionnel du terme. Car dans l'ensemble, l'opinion publique ignorant la fantaisie de Proudhon ou refusant de s'y soumettre a conservé le sens négatif attribué au mot *anarchie*, et depuis 1840 les anarchistes se sont battu les flancs pour lui faire admettre ce qu'elle ne voulait pas. Et nous nous sommes placés ainsi, pour nous être obstinés à déformer le sens d'un mot contre la volonté générale, en dehors de l'esprit public [1]. »

Pierre Kropotkine, dans *Paroles d'un révolté*, écrit que le parti de Bakounine **« évitait même de se donner le nom d'anarchiste. Le mot *an-archie* (c'est ainsi qu'il s'écrivait alors) semblait trop rattacher le parti aux proudhoniens dont l'Internationale combattait à ce moment les idées de réforme économique »**.

La grande majorité des occurrences du mot « anarchie » et de ses dérivés montre que Bakounine le prend dans le sens usuel de chaos. Simplement, les situations d'anarchie ne sont pas quelque chose que Bakounine craint. En 1863, pendant l'insurrection polonaise, il pense qu'il faut **« tourner contre le gouvernement les armes qu'il utilise contre les Polonais »** et profiter de l'« anarchie » que ce gouvernement provoque [2].

L'anarchie est donc une situation de

chaos, de désordre politique, un constat ; en aucune façon une doctrine politique.

En 1869 il évoque les **« phénomènes d'anarchie »** provoqués par le soulèvement de Pougatchev et l'invasion française en 1812 [3].

Dans « La science et la question vitale de la révolution [4] », on apprend que **« l'absence d'un gouvernement engendre l'anarchie et l'anarchie mène à la destruction de l'État »** ; mais Bakounine précise que la destruction de l'État peut mener soit **« à l'asservissement d'un pays par un autre État »**, comme ce fut le cas en Pologne, soit à **« l'émancipation totale de tous les travailleurs et à l'abolition des classes comme il en sera bientôt, espérons-le, dans l'Europe entière »**.

L'anarchie, ici, est encore un constat, non une doctrine. C'est un bouleversement dans la société qui peut mener à des situations contraires : oppression ou libération, selon l'usage qui en est fait. Mais ailleurs, dans le même texte, il suggère que l'accroissement des contradictions de classes au sein de l'État provoque **« le désordre, l'anarchie, l'affaiblissement de l'organisation étatique nécessaire au maintien du peuple spolié dans l'obéissance ».** L'anarchie est assimilée au désordre, mais on comprend bien que Bakounine est prêt à s'accommoder des conséquences de **« la multiplicité et la diversité des intérêts de classe »** si cela peut émanciper le peuple.

L'anarchie redevient un concept négatif dans *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale* lorsque Dieu, **« ordonnateur de ce monde »**, produit en fait **« l'anarchie, le chaos »**.

Dans une lettre à Albert Richard [5], il évoque, **« pour sauver la révolution, pour la conduire à bonne fin, au milieu même de cette anarchie »**, la constitution d'une **« dictature collective, invisible, non revêtue d'une puissance quelconque, mais d'autant plus efficace et puissante – l'action naturelle de tous les révolutionnaires socialistes énergiques et sincères, disséminés sur la surface du pays, de tous les pays, mais unis fortement par une pensée et une volonté commune »**.

L'anarchie est encore ici une situation de chaos à laquelle il s'agit de mettre fin par des méthodes peu « anarchistes » grâce à l'intervention d'hommes qu'il ne qualifie pas d'**« anarchistes »** mais de **« révolutionnaires socialistes »**…

Le 1er avril 1870, reprochant à Albert Richard d'être un centraliste, un partisan de l'État révolutionnaire, Bakounine se déclare partisan de **« l'anarchie révolutionnaire, dirigée sur tous les points par une force collective invisible – la seule dictature que j'admette, parce que seule elle est compatible avec la franchise et la pleine énergie du mouvement révolutionnaire »**.

Le révolutionnaire russe précise qu'il faut **« produire l'anarchie »**, c'est-à-dire **« le soulèvement de toutes les passions locales »** afin que les **« révolutionnaires socialistes »** puissent jouer le rôle de **« pilotes invisibles au milieu de la tempête populaire »** afin de la **« diriger »**.

Là encore, l'« anarchie » est le constat d'une situation de chaos dont les révolutionnaires doivent tirer profit. Ce n'est pas, répétons-le, une doctrine politique.

Rappelons que lorsqu'il écrit cela, la France et l'Allemagne sont en guerre et Bakounine attend un soulèvement révolutionnaire du peuple français.

Les choses changent un peu en juin 1870 dans une lettre à Netchaïev. Nous sommes, dit Bakounine, **« les ennemis déclarés de tout pouvoir officiel, même si c'est un pouvoir ultra-révolutionnaire, de toute dictature reconnue publiquement ; nous sommes des anarchistes socialistes-révolutionnaires[6] »**. Mais, demande Bakounine, **« si nous sommes des anarchistes, demanderez-vous, de quel droit voulons-nous agir sur le peuple et par quels moyens le ferons-nous ? »**. Le « si » introduit donc une conditionnalité à la qualité d'« anarchiste ».

Pourtant, dans la même lettre, il est question d'hommes qui **« s'affrontent, luttent et se détruisent les uns les autres. En somme une anarchie effroyable et sans issue »** mais dont, encore une fois, les révolutionnaires doivent profiter : **« Au milieu de cette anarchie populaire »**, dit Bakounine, **« [il faut une] organisation secrète ayant disséminé ses membres sur toute l'étendue de l'Empire »**, mus par une même idée et un même but. Il s'agit donc de profiter du chaos afin provoquer par la guerre, d'envoyer par tout le pays des propagandistes chargés de transformer cette guerre en révolution sociale.

Il n'y a plus, en France, **« aucune administration et par conséquent nulle trace de gouvernement – pendant lequel les populations de la France, abandonnées complètement à elles-mêmes, seraient en proie à la plus affreuse anarchie [7] »**. Bakounine fait ici une analogie avec la Révolution française, lorsque la Convention dépêchait en province des commissaires extraordinaires : **« Mais ordinairement ils venaient tout seuls, sans un soldat pour les appuyer, et ils cherchaient un appui dans les masses dont les instincts étaient toujours conformes aux pensées de la Convention. Loin de restreindre la liberté des mouvements populaires, par crainte d'anarchie, ils la provoquaient de toutes les manières ; la première chose qu'ils avaient l'habitude de faire, c'était de former un club populaire, là où ils n'en trouvaient pas ; révolutionnaires eux-mêmes pour tout de bon, ils reconnaissaient bientôt dans la masse les vrais révolutionnaires et s'alliaient avec eux pour souffler la révolution, l'anarchie, pour mettre le diable au corps des masses et pour organiser révolutionnairement cette anarchie populaire. Cette organisation révolutionnaire était la seule administration et la seule force exécutive dont les commissaires extraordinaires se servirent pour révolutionner, pour terroriser un pays [8] »**.

Les délégués du gouvernement provisoire constitué après la chute de Napoléon II étaient tout autres : **« Au lieu d'organiser partout par le déchaînement des passions révolutionnaires, l'anarchie et la puissance populaire, ils prêchèrent au prolétariat, suivant d'ailleurs en ceci strictement les instructions qu'ils avaient reçues et les recommandations qu'on leur envoyait de Paris, la modération, la tranquillité, la patience et une confiance aveugle dans les desseins généreux du gouvernement provisoire. »**

En 1870, en pleine guerre, Bakounine pense que **« ce qui peut seul sauver la France, au milieu des terribles, des mortels dangers, extérieurs et intérieurs, qui la menacent présentement, c'est le soulèvement spontané, formidable, passionnément énergique, anarchique, destructif et sauvage, des masses populaires sur tout le territoire de la France »**.

Ce qui n'empêche d'ailleurs pas Bakounine de dénoncer dans le même texte « l'anarchie économique actuelle » d'une société **« qui est sans pitié pour ceux qui meurent de faim »**…

À ceux qui, dans la situation catastrophique de la France consécutive à la défaite, ne peuvent la sauver par **« l'exagération du pouvoir révolutionnaire du pouvoir public »**, Bakounine leur dit : **« Eh bien ! sauvez-la par l'anarchie. Déchaînez, cette anarchie populaire dans les campagnes aussi bien que dans les villes, grossissez-la au point qu'elle roule comme une avalanche furieuse, dévorant, détruisant tout : ennemis et Prussiens. »** En somme, Bakounine préconise de renouveler l'épisode du soulèvement en masse de 1792 contre les armées coalisées contre la Révolution : **« Les paysans feront contre les Prussiens aujourd'hui, ce qu'ils ont fait en 1792 contre eux. Il faut seulement qu'ils aient le diable au corps, et ce n'est seulement que la révolution anarchique qui peut le mettre en eux. »**

« Ne pouvant imposer la révolution dans les campagnes, il faut l'y produire, en provoquant le mouvement révolutionnaire des paysans eux-mêmes, en les poussant à détruire de leurs propres mains l'ordre public, toutes les institutions politiques et civiles et à constituer, à organiser dans les campagnes l'anarchie. [9] »

À ce niveau de l'examen de la notion d'« anarchie » chez Bakounine, on comprend que c'est une situation de chaos politique et social résultant d'une grande commotion. Cette notion n'a pas, comme dans le langage « bourgeois », une connotation absolument péjorative. L'« anarchie [10] » n'est pas quelque chose que Bakounine cherche absolument à éviter : c'est le simple constat d'une situation qui s'inscrit dans un dispositif stratégique et dont les révolutionnaires doivent tirer parti.

C'est dans un texte destiné à la jeunesse russe que Bakounine aborde une définition positive de l'« anarchie ». Il distingue dans le

mouvement socialiste trois partis distincts répartis en deux catégories : **« Le Parti des socialistes modérés ou bourgeois » et « le Parti des socialistes révolutionnaires »**.

Ce dernier parti se subdivise lui-même en deux partis : les **« étatistes social-révolutionnaires »** et les **« anarchistes social-révolutionnaires »**.

Dans un texte rédigé entre novembre 1870 et avril 1871, Bakounine précise encore : **« Nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elles ne pourront tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes. »**

En précisant que **« voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes »**, on sent que c'est une dénomination par défaut.

Car le terme reprend ensuite son acception usuelle de « chaos », de « désordre », dans un contexte qui n'est pas insurrectionnel : lorsque Bakounine se plaint de la situation de la section de Turin, qui n'a pas de direction, qui est **« ballottée entre les vaniteux et les intrigants »**, le révolutionnaire russe regrette **« qu'il ne se trouve personne à Turin pour mettre ordre à cette dégoûtante anarchie** [11] **»**. Il n'y a pas d'ambiguïté sur le fait que le terme est pris ici dans son acception la plus péjorative.

Le concept apparaît dans une acception encore plus péjorative en mai 1872 dans une lettre à Tómas González Morago [12]. Bakounine aborde le thème d'un débat qui l'oppose à Marx sur la stratégie de l'Internationale. Il défend l'idée de la liberté des débats dans l'organisation et s'oppose à ce que celle-ci se dote d'un programme unique, obligatoire – intention qu'il attribue à Marx. Bakounine se fonde sur le fait que les différentes fédérations et sections de l'Internationale se trouvent à des degrés extrêmement divers d'élaboration théorique et qu'il est nécessaire de s'en tenir à ce qui les rapproche – c'est-à-dire la revendication économique – plutôt que sur ce qui pourrait diviser l'organisation : **« Je vous défie de formuler une doctrine explicite quelconque qui puisse réunir sous sa bannière des millions, que dis-je, seulement des dizaines de millions de travailleurs. Et à moins d'imposer les croyances d'une secte à toutes les autres, on aboutira à la création d'une multitude de sectes, c'est-à-dire à**

l'organisation d'une véritable anarchie au sein du prolétariat pour le plus grand triomphe des classes exploitantes. »

Ainsi l'« anarchie » au sein du prolétariat ferait le jeu des classes exploitantes…

C'est pourquoi, ajoute Bakounine, **« toutes les doctrines doivent avoir la pleine liberté de se produire – les théories autoritaires de Marx, aussi bien que nos théories anarchiques ; pourvu qu'aucune n'ait la folle et odieuse prétention de s'imposer comme une vérité officielle, ni qu'aucune ne porte la moindre atteinte à cette solidarité pratique du prolétariat des pays différents dans la lutte économique »**.

On a ainsi un constant va-et-vient entre les deux acceptions du mot qui crée, il faut le dire, une certaine confusion.

Il existe une référence théorique explicite à l'anarchie lorsque Bakounine rappelle la théorie politique de Proudhon, qui **« proclamait l'an-archie »** – référence exacte car c'est ainsi que Proudhon écrivait le mot [13]. Il s'agit là d'une revendication en bonne et due forme du terme, puisque Bakounine ajoute qu'il existe deux systèmes opposés, **« le système anarchique de Proudhon, *par nous élargi* [*je souligne*], développé et libéré de tout son accoutrement métaphysique, idéaliste, doctrinaire »** et **« le système de Marx, chef de l'école allemande des communistes autoritaires »**. En octobre 1872, Bakounine se dit **« anarchiste révolutionnaire [14] »** ; et encore, en 1873 dans *Étatisme et anarchie*, il se dit **« révolutionnaire-anarchiste »**.

Dans ce même ouvrage, il dresse les grandes lignes de son programme et conclut : **« Telles sont les convictions des révolutionnaires-socialistes et c'est pour cela qu'on nous appelle anarchistes. »** La formulation n'est pas innocente : **« révolutionnaire-socialiste »** est l'appellation dont il se réclame ; **« anarchiste »** est la manière dont d'autres le désignent. Cependant, Bakounine assume cette appellation : **« Nous ne protestons pas contre cette épithète, parce que nous sommes, en effet, ennemis de toute autorité, car nous savons que celle-ci exerce le même effet pervers tant sur ceux qui en sont investis que sur ceux qui doivent s'y soumettre [15]. »**

Il est possible que Bakounine en vienne à se réclamer explicitement du terme à partir du moment où le conflit entre les **« anti-autoritaires »** et le Conseil général s'exacerbe. C'est aussi le moment où Bakounine aborde le fond du problème, celui de l'abolition de l'État, auquel les marxistes adhèrent en principe, mais pas en fait. **« Si leur État est effectivement un État populaire, quelles raisons aurait-on de le supprimer ? »**, demande-t-il. Par ailleurs, si sa suppression est **« nécessaire pour l'émancipation réelle du peuple, comment pourrait-on le qualifier d'État populaire » ?** Les marxistes se trouvent donc devant une contradiction insurmontable : **« En polémiquant avec eux, nous les avons amenés à reconnaître que la liberté ou l'anarchie, c'est-à-dire l'organisation libre des masses ouvrières de bas en haut, est l'ultime but de l'évolution sociale et que tout État, y compris leur État populaire, est un joug, ce qui signifie que, d'une part, il engendre le despotisme et, de l'autre, l'esclavage [16]. »**

On a donc une définition : l'anarchie est **« l'organisation libre des masses ouvrières de bas en haut »**.

Les marxistes affirment que la dictature est une phase de transition nécessaire pour parvenir à l'émancipation du peuple, mais ils reconnaissent l'anarchie comme leur but. **« Ainsi donc, pour affranchir les masses populaires, on devrait commencer par les asservir. »**

« Tandis que la théorie politico-sociale des socialistes anti-autoritaires ou anarchistes les mène infailliblement à une rupture complète avec tous les gouvernements, avec toutes les formes de la politique bourgeoise, et ne leur laisse d'autre issue que la révolution sociale, la théorie adverse, la théorie des communistes autoritaires et de l'autoritarisme scientifique attire et englue ses partisans, sous prétexte de tactique, dans des compromis incessants avec les gouvernements et les différents partis politiques bourgeois, c'est-à-dire les pousse directement dans le camp de la réaction [17]. »

Pourtant, dans une lettre à Carlo et Emilio Bellerio, datant de 1875, il évoque des papiers qui se sont égarés **« dans le déménagement quelque peu anarchique »** de ses effets…

Et dans ce qui est sans doute son dernier écrit, « Sur l'Europe », il écrit : **« Qu'on ne pense pas que je veuille plaider la cause de l'absolue anarchie dans les mouvements populaires. Une telle anarchie ne serait autre chose qu'une absence complète de pensée, de but et de conduite commune, et elle devrait nécessairement aboutir à une commune impuissance [18]. »**

À la fin de sa vie, Bakounine semble donc revenu de l'idée d'utiliser l'« anarchie », c'est-à-dire le chaos politique, pour la transformer en révolution sociale. C'est que, entre-temps, il a pu observer un phénomène qui l'a fait évoluer. Il a constaté que l'État avait développé contre la classe ouvrière des moyens de répression énormes, auxquels celle-ci aurait beaucoup de mal à faire face. Le temps des révolutions, pense-t-il, est terminé pour longtemps.

On constatera d'ailleurs que dans ce texte, écrit très peu de temps avant sa mort, « anarchie » est encore une fois pris dans son acception de « chaos », et non dans celle de « doctrine politique ».

Cette étude ne prétend pas être exhaustive ; elle montre cependant que le mot « anarchie » chez Bakounine est surtout employé dans son acception usuelle ; qu'elle est souvent ambivalente, c'est-à-dire que dans le même texte le mot peut être employé dans le sens de « chaos » ou de doctrine politique. Elle montre également que lorsque Bakounine s'en réclame en tant que doctrine, il y a une formulation restrictive qui laisse entendre que le mot est employé à la place d'un autre. On constate également que lorsque Bakounine nomme la doctrine politique dont il se réclame, il utilise le plus souvent le terme de socialiste révolutionnaire ou de révolutionnaire-socialiste.

Enfin, il semble bien que la réclamation explicite du terme comme doctrine politique soit liée – un peu par provocation – à l'aggravation du conflit de Bakounine avec Marx dans l'Internationale, conflit dont le point culminant se trouvera dans les mesures bureaucratiques qui aboutiront à l'exclusion, par Marx et Engels, de la fédération jurassienne et de la quasi-totalité du mouvement ouvrier de l'époque.

R. B.

1. Gaston Leval, *L'État dans l'histoire*, p. 18.
2. *Zemlja i Volja* (Terre et liberté), 9 juillet 1863.
3. Point de vue sur la façon de comprendre l'action dans le passé et le présent, été 1869.
4. Mars 1870.
5. 12 mars 1870.
6. Lettre du 2-9 juin 1870.
7. Lettre à un Français, 27 août 1870.
8. *Ibid.*
9. Lettre à un Français. Continuation III, 1870.
10. L'Alliance universelle de la démocratie sociale. Section russe. À la jeunesse russe.
11. Lettre à Celso Ceretti, destinataire (en russe), date du 13 au 27 mars 1872.
12. 21 mai 1872.
13. Frères de l'Alliance en Espagne, 12 au 13 juin 1872.
14. Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1er-8 octobre 1872.
15. *Étatisme et anarchie*, 1873.
16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. « Sur l'Europe », 1876.

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

dossier des lecteurs et lectrices

hors-série N° 38

du 24 décembre 2009 au 22 février 2010

QUELLE ALTERNATIVE AU CAPITALISME ET À LA SOCIAL-DEMOCRATIE ?

Laurent Nicolas

Restez au lit : ça ne pollue pas la planète
ça n'enrichit pas le capitalisme, ça ne contribue pas au consumérisme
et en plus on peut y prendre du plaisir!

Il y a quelques semaines, nous invitions les lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* à participer avec nous à la réalisation de ce numéro hors série. La thématique choisie – « quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ? » – a suscité chez vous nombre de réactions, et le choix opéré parmi vos contributions n'a pas été facile. Dans les pages suivantes, des expressions multiples, des points de vue différents, des arguments variés, s'expriment… *Le Monde libertaire* – cette initiative en témoigne – vise à être le journal de tous et toutes. Parce que l'anarchisme n'est pas un système figé mais un espace de réflexions et d'actions. Un espace dans lequel sont posées de multiples questions, où nos imaginaires stimulés dégageront, dans le combat quotidien, les conditions d'une société débarrassée de toutes les aliénations. Notre proposition n'avait pas d'autre but. Soyez sûrs que nous la réitérerons.

L'administration et le comité de rédaction du Monde libertaire

Renouer avec un anticapitalisme assumé

Jean-Pierre Garnier

Au risque de paraître paradoxal sinon provocateur, je dirai que le principal acquis de l'altermondialisme réside dans ses limites. Au vu des (maigres) résultats obtenus face aux « mutations » et aux « bouleversements » non pas du début du siècle – ils ne datent pas du 11 septembre 2001 – mais des dernières décennies, ce qui est acquis ou devrait l'être, en effet, c'est la difficulté, pour ne pas dire l'incapacité, du mouvement altermondialiste à répondre de manière offensive aux trois « défis majeurs » suscités par le règne désormais sans contrepoids du capitalisme : la mise en concurrence généralisée entre travailleurs à l'échelle planétaire, le recours systématique au terrorisme d'État pour écraser les résistances sociales à l'extérieur comme à l'intérieur et la poursuite de la dévastation écologique que les secteurs éclairés des classes dirigeantes cherchent maintenant à rentabiliser, économiquement (cf. « capitalisme vert ») et idéologiquement (cf. mobilisation consensuelle en faveur de « l'environnement »), sous le signe du « développement durable ».

De l'alter- à l'anti-

Le passage du mouvement « antimondialiste » à l'« altermondialisme » a été qualifié par certains de ses promoteurs de « bifurcation historique ». Erreur d'aiguillage idéologique et politique, plutôt : il aurait mieux valu renouer avec l'anticapitalisme, quitte à en renouveler la vision et la visée, aux plans théorique et pratique. Choisir l'« anti » plutôt que de l'« alter » n'est pas se complaire dans la négativité. D'abord, parce qu'il faut se méfier des fausses positivités adoptées au nom du « réalisme » et dictées en fait par l'opportunisme, synonymes d'impuissance face à l'adversaire voire de connivence avec lui (cf. syndicats : « force de protestation » / « de proposition » ; partis : « culture d'opposition » / « de gouvernement »). Ensuite, il faut quand même rappeler que l'anticapitalisme n'a de sens que par rapport à l'horizon de l'engagement et de la lutte. À savoir le communisme ou le socialisme, dans le sens fort et entier du terme, c'est-à-dire un mode d'organisation sociale radicalement autre et non une variante de celui qui existe, et sans rapport aucun avec les régimes ou les partis qui ont usurpé ces appellations.

Troquer l'« anti » pour l'« alter », c'est au contraire se placer sur le terrain idéologique de l'ennemi. Donc se condamner à être récupéré, comme le prouvent la reprise des thématiques et le débauchage de certaines figures de proue de l'altermondialisme. Et parler de « mondialisation » revient, au plan idéologique, à avaliser le postulat devenu vulgate selon lequel le devenir-monde du capitalisme daterait des dernières décennies du XX^e^ siècle. Or un minimum de connaissances historiques permettrait de savoir que le processus a pris naissance dès la formation du mode de production capitaliste avec l'expansion commerciale et coloniale à partir de la fin du XV^e^ siècle et, surtout, au XVI^e^ siècle. Ce que l'on appelle à tort « mondialisation » ou « globalisation » correspond à la troisième phase du développement du capitalisme – après sa nationalisation et son internationalisation –, à savoir celle de sa transnationalisation, à la fois cause et effet de l'invalidation de l'État-nation qui constituait le cadre structurant du capitalisme au cours de l'étape précédente de son évolution, la période internationale. Autrement dit, le processus par lequel le capitalisme produit

un monde propre, un système socio-spatial aux traits spécifiques, a débuté bien avant qu'il ne devienne une réalité planétaire.

Au plan politique, ensuite, faute de saisir le lien entre le devenir monde du capitalisme et le devenir capitaliste du monde, on en vient à ne plus envisager le mythique « autre monde possible » que sous la forme d'un autre monde capitaliste ou un monde autrement capitaliste, mais non d'un monde autre que capitaliste. Dès lors, le refus affiché du libéralisme ne peut qu'aller de pair avec l'acceptation implicite du capitalisme. On s'en prend à la « marchandisation du monde » sans engager la bataille contre les rapports de production qui opèrent cette marchandisation universelle. Le capitalisme n'est critiqué que pour l'irrationalité de son fonctionnement et l'immoralité de ses excès, mais non en tant que système d'exploitation divisant l'humanité en classes dominantes ou dominées. On espère l'amender, le moraliser, l'humaniser, le civiliser, bref le réformer, perspective prétendument réaliste opposée aux « utopies révolutionnaires ». Réformisme à courte vue, car toute l'histoire du capitalisme a montré que la bourgeoisie n'acceptait les réformes favorables aux couches populaires que sous la menace – fantasmée ou non, peu importe – d'une révolution. Que cette menace disparaisse, les capitalistes et leurs fondés de pouvoir gouvernementaux repartent à l'offensive, comme c'est le cas depuis plus de trois décennies. D'où l'urgente nécessité de renouer avec un internationalisme anticapitaliste. Renouement qui implique bien sûr un renouvellement. À commencer par celui des pratiques de lutte.

Un esprit de corps cosmopolite

Sans vouloir leur faire un procès d'intention, on ne peut que noter la propension des chefs de file, des maîtres à penser et des experts de l'altermondialisme à fonctionner en vase clos, c'est-à-dire entre eux et avec les leaders politiques, syndicaux ou associatifs plus ou moins notabilisés de la gauche institutionnelle, voire les ministres ou les présidents des gouvernements jugés « progressistes » auprès desquels ils aiment à jouer les conseillers du Prince. D'où une certaine allergie de leur part – pour ne pas parler d'arrogance – face aux interpellations venues d'« en bas » qui les conduit à ne pas supporter le rappel de quelques vérités élémentaires qui vont à l'encontre de leurs prétentions ou de leurs illusions, pour ne rien dire de leur autosatisfaction.

Pour ce qui est de leurs prétentions, chacun sait que l'ère est révolue où les « forums sociaux mondiaux » pouvaient apparaître comme le terreau où allait éclore le fameux « autre monde possible ». Après avoir atteint un pic en 2003, les contre-sommets, « décentralisés » à partir de 2006, ont perdu le peu d'impact qu'ils avaient eu sur le cours concret de l'évolution du monde « globalisé ». En cette année 2008, les initiatives se sont limitées à une seule journée, le 28 janvier, éparpillées en une myriade de rencontres intellectuelles comme celle d'aujourd'hui ici. Fort utiles pour maintenir le moral des participants et enrichir leur réflexion critique sur l'état du monde, il faut cependant admettre qu'elles ne sont pas de nature à faire trembler le gratin réuni au même moment à Davos !

« C'est avec les pierres de la loi qu'on a bâti les prisons et avec les briques de la religion les bordels. » William Blake

L'innocuité de ces rassemblements face à l'ennemi vaut aussi pour les « forums continentaux ». Celui, « européen », de Saint-Denis, par exemple, où l'on parlait de tout sauf de ce qui se passait sur place, n'a en rien contribué à améliorer la situation des habitants des cités du « 9-3 », comme devaient le confirmer les « émeutes » de novembre 2005.

À l'étranger, le premier Forum congolais de 2007 n'a pas enclenché le processus escompté, alors qu'il était censé, si l'on en croit le sociologue belge François Houtard, l'un des grands prêtres de l'altemondialisme, marquer « l'entrée du pays dans une dynamique nouvelle » qui donnerait au peuple « la maîtrise de son propre sort, le contrôle de ses dirigeants pour que leur action se situe dans la ligne du bien commun », avec pour horizon la « reconstruction », la « transformation » et le « bien être ». Pourtant, selon un rapport publié le 22 janvier 2008 par l'association International Rescue Committee sur la base de cinq études de mortalité, 5,4 millions de ressortissants de cette bien mal nommée République démocratique du Congo auraient perdu la vie depuis 1998, en raison non seulement de la guerre (1998-2003) et de la poursuite des violences ici et là, mais aussi des maladies non soignées et de la sous-nutrition. Et que dire d'un autre forum africain, celui de Nairobi ! Les événements survenus au Kenya au début de l'année 2008 se sont chargés de mettre en lumière, *a posteriori*, le déphasage complet entre les envolées optimistes des têtes d'affiche altermondialistes venues d'Europe et la situation réelle du pays, au plan socio-économique mais aussi politique et culturel. Même si cela risque de déplaire à certains, cette déconnexion entre les discours un peu trop triomphalistes des ténors de l'altermondialisme et la réalité doit pouvoir être interrogée. Elle a quelque chose à voir avec un phénomène de classe qu'il ne sert à rien de dissimuler plus longtemps : la plupart des membres de ce qu'il faut bien appeler la « jet-set altermondialiste » ne voient ni ne savent de la réalité d'un pays que ce que les visites guidées et commentées par leurs hôtes leur permettent de voir et de savoir. Des hôtes à leur image avec lesquels ils sentent d'autant plus d'affinités que ces derniers ne sont pas en reste pour calquer leurs manières d'agir et de penser sur celles de leurs invités.

« Les grands vivent dans de grands espaces », énonce un dicton. Ils ne sont pas les seuls : c'est également le cas des franges supérieures de la petite bourgeoisie intellectuelle, bien dotées en capitaux scolaires, culturels et relationnels. Immergés eux aussi dans la « mondialisation libérale », les membres de la haute et moyenne intelligentsia, fût-elle « de gauche » voire « à gauche de la gauche », partagent avec les bourgeois un trait commun : être animés par un « esprit de corps transnational », pour reprendre une formulation d'une sociologue [1]. Cet esprit les porte à ne frayer qu'avec leurs semblables lorsqu'ils se trouvent à l'étranger, exactement comme il le font en France, d'ailleurs. D'où une même méconnaissance que celle des bourgeois – concertée, il est vrai, chez ces derniers, indifférents au sort des exploités – des conditions d'existence réelles des couches populaires dans les pays où ils sont invités et, plus encore, une ignorance de ce que ces dernières peuvent effectivement ressentir face à ces conditions. Ce qui n'empêchera pas ces globe-trotters diplômés et bien intentionnés de parler au nom des dépossédés et des humiliés.

L'inefficacité des contre-sommets organisés par le mouvement altermondialiste n'est pas sans lien avec le fait que celui-ci soit porté par ces catégories sociales. Alors que le cosmopolitisme élitiste des classes dominantes est parfaitement congruent avec le statut et la fonction de « nouveaux maîtres du monde » qui doivent se concerter et se coordonner pour en garder la maîtrise, celui pratiqué par les franges supérieures de la petite bourgeoise intellectuelle « critique » à l'égard du néolibéralisme va à l'encontre du rôle auquel elle prétend. Déjà structurellement coupée des masses par sa position dans la division sociale du travail et, politiquement, par son refus de la remettre en cause, sinon de façon rhétorique, elle ne peut qu'approfondir ce fossé en se transnationalisant du fait du caractère sélectif de l'accès aux ressources internationales. Car n'oublions pas que la mobilité géographique volontaire est un privilège de classe. Et plus la mondialisation des échanges se développe, plus l'autochtonie des couches populaires est dévalorisée, y compris aux yeux de ceux qui se veulent solidaires de leurs luttes. Il n'est dès lors pas étonnant que les appels à la mobilisation émanant des (contre-) sommets en direction de la base soient inopérants.

« Penser globalement, agir localement. » Ce mot d'ordre ressassé ne doit pas servir de prétexte aux préposés à la pensée globale pour laisser à d'autres l'action locale, au risque de sous-estimer, voire d'oublier l'enracinement national du combat à mener contre la domination et l'exploitation. Tout se passe comme si les luttes populaires menées dans des contrées exotiques importaient plus que celles qui sont menées chez soi. Illustration de cette indifférence à l'égard du « local » : le silence

assourdissant de l'élite altermondialiste hexagonale face à la criminalisation et à la répression de la révolte des futurs sous-prolétaires des « cités », en novembre 2005, ou, plus récemment, à Villiers-le-Bel, à la fin de 2007. Assisterait-on à un remake de la dérive tiers-mondiste ? Non plus pour « faire la révolution » par procuration, mais pour combattre le néo-libéralisme, par peuples du « sud » interposés (cf. la fascination actuelle pour l'Amérique latine). Ne conviendrait-il pas, plutôt, de recentrer davantage nos efforts militants, dans la réflexion comme dans l'action, sur le cadre national ? Pas seulement pour défendre des acquis dans des batailles perdues d'avance débouchant tout au plus sur des victoires éphémères. Mais pour reprendre l'offensive dans la perspective de l'ouverture d'un nouveau front anticapitaliste, en Europe et non ailleurs ? En soutenant activement, par exemple, le néo-prolétariat qui s'éveille à la politique, au sens non politicien du terme, dans et par la lutte contre l'exploitation : les livreurs de Pizza Hut, les « équipiers » de McDo, les vendeurs de la Fnac, les « nettoyeuses de surfaces », les caissières de supermarché…

Que l'on ne vienne pas objecter que s'impliquer en priorité dans la lutte anticapitaliste au niveau national est une démarche dépassée, voire réactionnaire. Jusqu'à plus ample informé, le caractère national de la Révolution française, de la Révolution d'Octobre, de la Révolution cubaine, si souvent évoquées ou invoquées, n'a pas limité leur impact international. Si elles ont pu « ébranler le monde », c'est par la radicalité des transformations sociales qu'elles ont enclenchées. C'est l'altérité de la société qui émergeait de ce processus, la preuve en acte qu'un « autre monde » était effectivement possible, qui soulevèrent un immense espoir parmi les exploités et les dominés des autres pays, qui provoquèrent parallèlement la fureur et la crainte des possédants par-delà les frontières et qui, par contrecoup, suscitèrent un mouvement de solidarité internationaliste de la part des opprimés.

En guise de conclusion, je terminerai à la manière de Margaret Thatcher : « Il n'a pas d'autre alternative. » Je veux dire, vous l'aurez compris, pas d'alternative au capitalisme autre que le communisme ou, si le mot effraie pour avoir été longtemps usurpé, qu'un socialisme au sens où l'entendait Rosa Luxembourg, lorsqu'elle parlait de l'alternative « socialisme ou barbarie ». J.-P. G.

1. Anne-Catherine Wagner, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, coll. Repères, La Découverte, 2007.

Nous n'avons rien

Nous n'avons rien
que nos mains prolétaires
et leurs rudes caresses
les poings serrés sur nos colères

Nos vies effilochées
nos amours ravaudées
nos soucis nos sueurs
et le travail en miettes

Les hauts fourneaux éteints
où sommeillent nos haines
les forges en sursis
l'acier de nos nuits laborieuses
la fonte de nos peines

Les reins rompus
les poumons encrassés
et le vacarme
de nos passions incarcérées

L'espace
le temps volés

Nous n'avons rien
que la mémoire de nos pères
leurs torrents indomptés
et leurs grèves sauvages
les ateliers brusquement désertés immobiles
les machines décontenancées par le silence
soudain
et la rumeur qui enfle

Les rues médusées en désordre
bouillonnantes
comme un creuset trop rare
quand les idées fermentent
quand le rêve prend chair
et rejoint la matière l'usine le chantier
la carrière

L'espace
le temps réappropriés

Nous n'avons rien
que nos mains et nos mots
notre raison
nos imaginations fécondes

Nos cortèges solidaires
où germent des mondes inouïs
inconcevables
nos jardins ouvriers
nos espoirs en jachère

Nous n'avons rien
que nos mains et nos larmes

Les armes
forgées de nos désirs ébréchés
de nos chagrins flétris
de nos douleurs camarades
nos livres insoumis
nos révoltes logiques

L'espace
le temps
enfin
à la mesure de nos ivresses

Nous n'avons rien
que nos mains.

Bernard Lareynie

Le principe de Gulliver

Le post-anarchisme ici & maintenant

Michel Onfray

LA DOMINATION sans partage du libéralisme, la contamination de ce qui fut une gauche dite socialiste par cette idéologie proliférant comme une tumeur maligne dans le moindre recoin de la société civile, de la psyché de notre société, de l'âme du plus modeste des citoyens, cette domination, donc, a généré un nouveau mode d'exploitation : un mode micrologique.

Le fascisme casqué, armé, botté a fait son temps en Occident. La domination politique s'effectue plus subtilement avec des instruments plus fins et des acteurs moins repérables.

La disparition du fascisme macrologique centralisé et bureaucratique, administratif et étatique, a laissé place à des microfascismes décentralisés et rhizomiques, intersubjectifs et disséminés. Le pouvoir n'est plus dans un lieu spécifique comme l'ont cru les marxistes, il est partout. Dès lors le fascisme n'est plus ici ou là, en des lieux facilement identifiables, mais partout, dans des situations éphémères, provisoires.

Ce nouvel état des lieux contraint à modifier la stratégie politique : le marxisme a montré ses limites dans les grandes largeurs. Le communisme pour demain a surtout prouvé la dictature pour aujourd'hui – et cet aujourd'hui a duré longtemps à l'Est… Le laminage des autres socialismes par le socialisme marxiste a fait long feu. Il s'agit non pas de rompre avec l'idée socialiste mais avec sa seule formule marxiste – ou communiste autoritaire. D'où la nécessité d'aller regarder du côté du socialisme qu'on a dit utopique.

Je distingue le capitalisme du libéralisme et désespère qu'on confonde souvent les deux termes : le capitalisme est un mode de production des richesses dans lequel la rareté constitue la valeur et le libéralisme un mode de redistribution des richesses dans lequel le marché libre fait la loi. Le capitalisme est aussi vieux que le monde et durera autant que lui : nous ne sommes pas tenus de souscrire à la seule définition marxiste qui confine le mot et la chose dans une fourchette historique avec date de naissance dans la période industrielle et date de décès prévue le jour de la révolution prolétarienne…

En revanche, ce capitalisme se coefficiente : le capitalisme néolithique n'est pas le capitalisme financier, qui n'est pas le capitaliste antique des gréco-romains ni sa formule médiévale, encore moins celui qu'on prend souvent pour le seul, le capitalisme industriel. Le problème est donc moins dans le substantif que dans son épithète : capitalisme, certes, mais quel capitalisme ? Capitalisme libéral, non merci.

Proudhon avait prévu cette aventure et proposait non pas une abolition de toute propriété mais celle de ce qu'il nommait l'« aubaine », autrement dit le bénéfice fait par un propriétaire sur la spoliation d'une force de travail qui n'était pas prise en considération et rémunérée dans le salaire. Le fédéralisme, le mutalisme, l'association et autres formes de contrats synallagmatiques volontaires proposés par Proudhon constituent une solution viable pour répondre ici et maintenant, en dehors de toute considération politique millénariste, iréniste, utopiste, apocalyptique.

Un capitalisme libertaire est donc possible. Il suffit qu'on pense de façon dialectique en

effectuant un droit d'inventaire sur la belle tradition anarchiste européenne. Ce qui a été pensé par les grands ancêtres afin de répondre aux problèmes posés par le XIXe siècle ne saurait fonctionner sans une réactivation de cette pensée antiautoritaire, immanente, contractuelle et pragmatique qu'est le socialisme libertaire.

Le post-anarchisme nomme aujourd'hui la pensée libertaire qui, ayant pris en considération les leçons du XIXe siècle, effectue un droit d'inventaire et propose une politique pragmatique, concrète, immanente et praticable ici et maintenant.

La politique que je propose suppose ce que je nomme le principe de Gulliver : chacun connaît l'histoire de Swift qui montre comment un géant peut être entravé par des lilliputiens si, et seulement si, le lien d'une seule de ces petites créatures se trouve associé à une multiplicité d'autres attaches. L'histoire de Gulliver illustre à ravir la leçon de La Boétie : « Soyez résolus de ne plus servir et vous voilà libres. » La domination n'existe que par le consentement de ceux qui ne la refusent pas. Si l'on refuse l'assujettissement, et que l'on est assez nombreux pour cela (leçon de l'association d'égoïstes de Stirner…), alors ce pouvoir s'effondre de lui-même, car il ne tient sa force que de notre faiblesse, il n'a de pouvoir que de notre soumission.

Concrètement, il s'agit, d'une part, de ne pas créer les microfascismes que définissent des assujettissements, des dominations, des sujétions, des dépendances, des servitudes, des pouvoirs, d'autre part, de ne pas y consentir. Car la logique domination/servitude n'existe que par la volonté de ceux qui dominent et par l'absence de détermination de ceux qui subissent cet empire. Chaque microfascisme doit être désintégré par une microrésistance.

La révolution n'est donc pas affaire idéale, destinée à produire ses effets demain et permettant aujourd'hui les pires exactions de la part de ces prétendus révolutionnaires animés la plupart du temps par le ressentiment doublé d'une forte passion pour la pulsion de mort, mais possibilité *hic et nunc*. Cette perspective de révolution concrète libertaire, non autoritaire, opposée au sang et aux armes, à la violence et à la terreur, présente également l'avantage de mettre le prétendu révolutionnaire au pied du mur : il n'a pas le prétexte de la négativité hégélienne pour justifier l'injustifiable dans l'instant au prétexte qu'il prépare le bonheur de demain – qui n'arrive jamais…

Dans l'ordre des choses d'un socialisme libertaire actionné selon la mécanique des microrésistances concrètes, on voit alors le féministe sur le papier, l'antiraciste sous les calicots, l'écologiste des banderoles, l'antifasciste au mégaphone, le révolutionnaire au slogan, tenus d'être féministe dans sa relation amoureuse, antiraciste au quotidien, écologiste dans ses habitudes, ses comportements, ses faits et gestes, antifasciste dans toutes ses relations intersubjectives – avec ses enfants, ses proches, sa famille, ses voisins, ses collègues de travail, ses voisins de table, de transport en commun, ses congénères dans la rue et toute autre situation concrète…

La perspective du « devenir révolutionnaire des individus » – pour citer Gilles Deleuze – trouve ici sa vérité. En politique, l'hédonisme se résume à la vieille proposition utilitariste des Lumières : il faut vouloir le plus grand bonheur du plus grand nombre. Non pas demain, trop facile, trop simple, trop confortable, mais ici et maintenant, tout de suite. Cet impératif présente l'avantage de permettre un tri redoutable dans la masse des rhéteurs. À cette aune, nombre de héros révolutionnaires de papier fondent comme neige au soleil… Restent les subjectivités dignes de considération.

M. O.

Des groupes catalyseurs libertaires

Thom Holterman

Rédacteur de la revue anarchiste hollandaise De AS

Si l'on arrive à formuler des alternatives au capitalisme et à la social-démocratie, on s'oblige aussi à chercher à introduire ces alternatives dans la réalité. Je ne pense pas que cette problématique connaisse une réponse unique et facile. Autrefois on a utilisé des « recettes » assez rudes dans un langage connu, comme « détruire l'État », « expropriation des capitalistes », « révolution ». Mais même en ce temps-là il y avait aussi des anarchistes qui utilisaient l'idée du développement selon une perspective à long terme. Par conséquent, on a dit adieu à l'idée d'une révolution à brève échéance.

On sait que les changements sociaux fondamentaux peuvent réussir seulement s'ils sont soutenus par la population. Cela signifie donc qu'on doit encourager la population à prendre conscience de cette nécessité. Il faut que cette conscience s'intériorise par des moyens libertaires comme l'autactivité, l'auto-organisation, l'entraide. Cela reflète le sentiment d'antiparti politique : le rejet de l'organisation d'un parti politique est relié à l'idée de l'auto-organisation et exige d'organiser des exemples d'activités libertaires dans la vie quotidienne.

L'idée sous-jacente est que chaque élément qui apporte cette vue d'« intériorisation » influe ensuite sur les autres éléments. Par exemple, des gens qui ne s'angoissent plus face à l'autorité d'un maire adjoint ou d'un maire grâce aux activités de quartier vont, probablement, ne plus s'angoisser face à leur patron, le curé, le « chef » de parti politique ou le syndicat. Ils vont donc eux aussi s'habituer à régler leurs propres affaires.

En fait, je parle ici d'un modèle de développement qui s'active à détrôner, peu à peu, les positions de dominance dans les situations sociétales actuelles et, en même temps, à créer des situations nouvelles libertaires. Dans un tel modèle, il s'agit toujours des « systèmes vivants ». Ainsi, chaque élément intérieur à un certain système se conçoit par l'influence qu'il obtiendra sur d'autres systèmes, qui se trouvent eux-mêmes intérieurs au système suivant et plus complexe.

Pour concrétiser ce que j'ai exprimé ci-dessus d'une manière abstraite, je vous propose de lire le passage de Kropotkine où il se montre partisan de « l'initiative populaire », dans son livre *la Conquête du pain*, précisément le chapitre sur le logement. Pour une distribution plus équitable de logements, est-ce que nous devons attendre une mesure d'un gouvernement provisoire ? se demande-t-il. Non. Il va alors montrer comment l'expropriation par l'initiative populaire peut s'effectuer. Ce qu'il décrit, c'est un groupe d'initiative qui s'érige spontanément, s'occupe de la distribution des logements avec des gens qui veulent y participer. Et quand le problème est résolu, le groupe d'initiative se dissout.

C'est ce mode de pensée sur « l'initiative populaire » par la voie d'un « groupe d'initiative » qui est attirant pour les libertaires. Ce mode peut se reproduire de la même manière dans l'époque et la situation actuelles. Par exemple, en 1977-1978, à Dordrecht (120 000 habitants), une ville hollandaise où j'habitais, la municipalité démentit, coup sur coup, l'existence de logements inoccupés. Un « groupe d'initiative » de la population démontra le contraire. Parce que la municipalité ne se laissait pas convaincre, le « groupe d'initiative » organisa des squats dans la ville. Des dizaines de familles trouvèrent alors d'un seul coup un logement convenable…

L'initiative populaire ne démontre pas que la population entière est en mouvement. Cela reste, pour le moment, une minorité. Une minorité au sens anarchiste ne veut pas dire une petite élite mobilisée, bien disciplinée et centralisée mais des groupes catalyseurs qui mettent en mouvement des processus d'apprentissage et qui laissent ces processus se développer. C'est l'alternative à l'idée d'un « parti d'avant-garde[1] ». Autrement dit, le but n'est pas d'« ordonner » mais d'« apprendre ».

Les groupes catalyseurs ou d'affinités libertaires appréhendent le but de l'apprentissage comme un but « ouvert ». Cela signifie qu'ils mettent sur la voie ou qu'ils aident seulement à définir à nouveau la connaissance actuelle ou l'expérience des gens avec qui ils coopèrent. Le système de prise de décisions, c'est le consensus. Dans ce cas, une décision est acceptée si personne n'est contre. Ici, on reprend l'idée d'une « démocratie par consensus ». Une telle démocratie peut s'appliquer dans des organisations sociétales et fonctionnelles. L'ensemble forme une configuration nommée « sociocratie[2] ».

On peut constater la différence fondamentale avec la méthode jacobine, où un petit groupe, bien entraîné, s'empare du pouvoir pour le bien du peuple, et va aussi l'exercer. Dans une telle situation, on ne peut qu'accepter le pouvoir dictatorial d'un appareil de parti politique. Dans l'Histoire, nous pouvons en trouver des exemples…

Pour résumer cet exposé, on peut dire que les activités des groupes catalyseurs libertaires sont à envisager comme les actions des minorités. Ils sont à comprendre comme une « impulsion à la mobilisation » auprès de la population. L'importance en est, entre autres, la « formation de consensus » pour réaliser la « sociocratie ».

T. H.

1. Voir aussi M. Bookchin, *Spontaneity and organization, On hierarchy and domination* (Spontanéité et organisation, dans Hiérarchie et Domination), Rochester, New York (sans année); M. Bookchin, *Anarchy is liberty not disorder* (« L'Anarchie c'est la liberté, pas le désordre»), dans *The open road* (« La Voie ouverte »), automne, 1977, *le Municipalisme libertaire. Une nouvelle politique communale?* Les deux sens du mot « politique »; voir le site: pagesperso-orange.fr/libertaire/archive/2000/230-ete/bookchin.htm

2. G. Endenburg, *Sociocratie een redelijk ideaal*, (« Sociocratie, un idéal raisonnable »), Zaandam, 1974. Configurations de la sociocratie élaborées par le hollandais Gérard Endenburg. Pour lui, la sociocratie un mode de gouvernance dynamique, éthique et durable, et qu'il a lui-même pratiqué dans une organisation fonctionnelle (voir le site en français sociocratie.unblog.fr/textes-de-gerard-endenburg/

Endenburg s'est inspiré d'un autre Hollandais, Kees Boeke (1884-1966), réformateur libertaire des structures sociales et pédagogue; il a érigé, en 1926, une école nommée Werkplaats (« Atelier »). Cet « Atelier » était aussi une communauté de vie et de travail. Cette école existe encore sous le nom « De Werkplaats Kindergemeenschap »; voir le site: wpkeesboeke.nl/

À part la dictature, Boeke rejetait aussi le parlementarisme comme système d'ordre, pour le remplacer par le « consensus ». C'est lui qui a écrit sur la sociocratie juste après la Deuxième Guerre mondiale. En France, ce terme apparaît dans le texte d'E. Fournière *la Sociocratie* (Paris, 1910).

Révolution

Nous marcherons, mon frère
La rage au ventre et le poing levé
Et nous chanterons, ivres et fiers
La victoire des opprimés

Nos cœurs battront le sang refoulé
Des années passées sous le règne du bourreau
Et avec nous le peuple des écorchés
Brûlera la dictature de ses drapeaux

Désabusés du désespoir
Nous brandirons l'étendard rougissant
De la révolte et de la gloire
Et des corps agonisants

Et nous le crèverons, mon frère
Nous jouirons de son agonie
Nous exploserons sa charogne meurtrière
Et démantibulerons son corps pourri

Des cris de haine s'élèveront et le sang coulera
La tempête torrentielle précédera le déluge
Ami de l'insoumission, enfin tu ébranleras
Cette tyrannie contre laquelle tu t'insurges

Sache, enfant de la déchéance humaine
Que la reconstruction passe par la destruction
Par l'expression de la haine
Et par la Révolution

Sébastien Zimmer

Le devoir de rébellion

« Les gouvernements des grands États disposent de deux moyens pour maintenir le peuple sous leur dépendance par l'obéissance et la peur. L'un est plus grossier : l'armée, et l'autre plus subtil : l'école. »

Friedrich Nietsche

Johann Hénocque

De mémoire de prolétaire, jamais nous n'avions connu un tel désespoir. Cent soixante années de combat, de sang versé, d'enfants sacrifiés pour une meilleure place sur cette terre de misère parties en fumée par les cheminées d'usines qui ferment les unes après les autres. Les régimes solidaires ? laminés ! L'accès au savoir ? autodafé ! La fierté ouvrière ? jetée sur les pavés, qui un jour savaient pourtant voler. Non contents de nous tenir par le salaire et la faim, les dominants aspirent à faire de nous des esclaves permanents – jusque dans nos aspirations.

Ils nous répètent que l'Histoire est achevée, que le système capitaliste a triomphé et que sans lui pas d'alternative. Ils nous ont confisqué nos savoirs et nos réflexes, notre pensée et notre langage. Nous sommes devenus le passé et les réactionnaires, et ilsnous montrent leurs rails vers les cimetières de nos espoirs comme la seule et unique voie.

Chaque jour, nous croisons des regards qui ne sont plus – individualismes, égoïsmes, petites dominations de kapos. Chaque matin devient plus brun et le conditionnement à s'écraser, à courber l'échine, à accepter, s'appuie un peu plus sur nos cerveaux déjà rendus si faméliques. Et chaque soir, la même propagande de la génération terroriste qui se proclame nos chefs et forces vives…

Et pourtant, quelques cris au loin nous rappellent ces chants joyeux qui retentissaient malgré les coups de matraques, le métal de Guernica ou les boulets versaillais. Qu'ils sortent aujourd'hui de la poitrine des Conti ou des étudiants grecs, ils montrent que « la nature n'a mis aucun terme à nos espérances[1] ».

Pourtant notre temps est compté… ni en euros ni en années, mais en générations sacrifiées. Camarades, ne nous trompons pas de combat : nos fils et nos filles à venir ne pourraient nous le pardonner. Vous voulez réformer ou réorganiser la société ? Impossible, car tout se tient dans une société hiérarchisée pour la domination du plus grand nombre par quelques-uns. Pourquoi se compromettre avec eux, pourquoi lutter pour un rééquilibrage momentané et relatif sachant que les inégalités initiales – et leurs futures oppressions – resteront ? Qu'importe de savoir à qui appartient le pouvoir si la structure hiérarchique demeure toujours ? Comment vous sentiriez-vous libres tant qu'un seul homme ou une seule femme resterait sous la dépendance de quelqu'un sur cette planète ?

Vous espérez dans les grèves ? « Le prolétariat est la masse, mais il n'a pas de ressources financières. La faim sera toujours au service du capital et c'est un agent qui ne lui coûte rien. Ils peuvent attendre, à moins que la grève ne se change en révolution[2]. » Non, camarades, pas d'alternative autre que la destruction intégrale du capitalisme, car son existence n'est possible que par notre pauvreté et notre ignorance, par l'établissement de l'injustice entre les hommes.

Et vous partirez certainement en éclat de rire. Bravo l'utopie et le rêve, mais que valent-ils face à l'isolement et la division de nos forces, face au peu de moyens que nous avons contre un système mondialement organisé et lourdement équipé en forces de répression ? Non, décidément, que pouvons-nous donc bien faire en l'état… Que faire, alors que tout reste à faire ?! Réfléchissez alors à toute cette

force de travail et de volonté qu'on nous impose de consacrer à la (sur-) vie du système capitaliste. Imaginez un peu si nous refusions de leur offrir cette énergie, cette intelligence, ces talents et cette imagination pour les consacrer à bâtir la société juste et solidaire dont nous rêvons. Et à ceux d'entre nous qui avons eu la possibilité d'accéder aux universités, plutôt que de mettre nos savoirs et méthodes au service des exploiteurs, pourquoi ne les partageons-nous pas avec nos compagnes et compagnons de combat contre eux ?

Non, refuser d'envisager toute alternative à ce qui se passe n'est qu'un abandon de notre propre humanité. Nous sommes le peuple et avons le pouvoir de tout changer. Ne pas agir, c'est porter la responsabilité de l'oppression des plus faibles, c'est d'accepter la honte de détourner la tête face à l'injustice. Refuser, contester, désobéir : ce n'est que par ces actes que nous redeviendrons vivants.

« Nous en serions encore à la préhistoire s'ils ne s'étaient pas levés ici et là, s'ils n'avaient pas été si nombreux, les insatisfaits et les illuminés qui tendent les mains vers l'inaccessible, avec l'intention de laisser derrière eux ce qui existe, de scruter la nuit qui les opprime. Ce sont leurs audaces qui marquent les lentes étapes du progrès. » Célestin Freinet

Ô certes, des raisonnements paisibles à l'insurrection, il y a tout un abîme. Celui qui sépare le raisonnement de l'acte, la pensée de la volonté du besoin d'agir. Et il est illusoire d'espérer initialement une levée en armes de tout un peuple – essentiellement pour des raisons matérielles : lutte pour la survie quotidienne qui accapare toute son énergie, aucun temps libre pour réfléchir aux causes réelles de sa situation, aucun accès aisé au savoir ou au matériel de propagande socialiste, un isolement organisé limitant gravement la possibilité d'agir collectivement.

Il faudra donc tout d'abord compter sur l'action sans cesse renouvelée d'une minorité – premières sentinelles perdues qui engageront la guérilla bien avant que les masses lèvent le drapeau de l'insurrection générale. Par toutes les formes, selon les tempéraments et les possibilités de chacun, selon les circonstances et les moyens du moment, il faut désorganiser le gouvernement et le capital, saboter leur machine, relever le moral du peuple en portant haut et fort l'exemple de ce qu'est le Peuple ! Chaque jour, il nous faut désobéir et se rebeller, contester toute décision inique et refuser ce qu'on nous impose. Car chaque contrôle est une atteinte à notre liberté et notre intégrité, chaque « supérieur » un parasite et un collaborateur de l'injustice. C'est par nos actes de tous les jours que nous susciterons le désir de liberté de chacune et chacun, et construirons la société de demain – faites d'hommes et de femmes plaçant le respect de la condition humaine avant tout. Et comme nous le rappellent les prémices de chaque mouvement révolutionnaire, il faudra diriger nos actes le plus souvent contre nos ennemis immédiats. Plus efficaces et identifiables par tous, ces actes sauront initier l'adhésion et la contagion.

Évidemment, nos exploiteurs parleront de terrorisme et de violence – puisque notre propre force est toujours appelée violence lorsqu'elle n'est pas enrégimentée au service de l'état ou du patronat. Évidemment, nos « amis » de la politique institutionnelle refuseront notre légitimité d'agir ainsi au nom du peuple dont nous sommes pourtant. Mais quelle légitimité a donc la minorité privilégiée ? Elle domine par la spoliation entretenue de génération en génération – initialement obtenue par le droit du plus fort, puis affirmée par le droit du savoir et de l'argent alors qu'ils nous en privent dès notre naissance. Nos ennemis parleront de terreur, de celle de voir leur règne tomber ou de celle qui s'abattra sur nos épaules pour oser contester leur vol. Mais quant à nous, « nous n'avons pas le moins du monde peur des ruines car nous allons hériter de la terre » [3] et ce monde nouveau que nous portons dans nos cœurs s'épanouira à chaque instant par chacun de nos actes ou paroles.

Alors, compagnons et compagnes de vie, lançons la révolte générale, contre l'esclavage économique (la cause de tous les esclavages), brisons toutes les chaînes et rompons avec les vieilles traditions du compromis et du renoncement. Il est de plus en plus temps d'établir dans les sociétés humaines la vraie Egalité, la vraie Liberté, confondue avec la Solidarité.

Et « qu'on ne vienne pas nous dire que petite poignée, nous sommes trop faibles pour atteindre le but grandiose que nous visons. Comptons-nous et voyons combien nous sommes qui souffrons de l'injustice. Nous sommes si nombreux qu'à nous seuls nous formons la masse du peuple. Nous sommes la foule immense, nous sommes l'océan qui peut tout engloutir. Dès que nous en aurons la volonté, un moment suffira pour que justice se fasse. » [4]

J. H.

1. Condorcet – « Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain »
2. Elisée Reclus – « L'Homme et la Terre »
3. Buenaventura Durruti
4. Pierre Kropotkine – « Aux jeunes gens »

Les alternatives, miroir aux alouettes du mouvement libertaire

Samuel Préjean

Les dernières années ont vu l'échec répété des mouvements sociaux, la lutte contre le CPE apparaissant comme la seule victoire due à une mobilisation d'ampleur depuis le début des années 2000. Face à cet état de fait, les militants politiques se retrouvent face à leur incapacité à construire un mouvement social qui puisse être victorieux contre une droite déterminée à réduire à peau de chagrin les acquis sociaux. Les militants libertaires, eux, de surcroît, se trouvent confrontés à leur propre incapacité à peser dans ce mouvement social. Si les modes d'organisations libertaires sont parfois utilisés, notamment dans les luttes étudiantes, il n'y a pourtant pas eu d'afflux massif vers les idées anti-autoritaires en tant que telles.

Le risque qui prend forme ces dernières années est l'enfermement dans une bulle protectrice pour se couper de la réalité, bulle matérialisée par les alternatives en acte. Certes les pratiques alternatives ont toujours existé dans notre mouvement, les coopératives, les mutuelles, puis les contre-cultures, les pratiques associatives libertaires, les squats politiques, les radios libres, les fanzines, etc., ont toujours essayé de faire vivre l'idée libertaire ici et maintenant. Mais aujourd'hui, alors que le mouvement social va de défaite en défaite, ces micro-alternatives menacent de devenir le ghetto volontaire d'une partie de notre mouvement. Cet état de fait, tout anarchiste luttant pour la transformation de la société ne peut que s'en inquiéter.

L'alliance rompue du mouvement social

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement social, expression concrète de la lutte des classes, reposait sur l'alliance des deux composantes du prolétariat : la classe ouvrière, composante classique des luttes pour le progrès social, et les classes moyennes issues de cette classe ouvrière, qui ont pris leur essor avec les Trente Glorieuses.

Mais aujourd'hui, alors que les classes populaires sont de plus en plus silencieuses et dépolitisées, que l'idéologie libérale ronge la combativité des classes laborieuses par le biais de sa philosophie du pauvre que sont l'individualisme et le consumérisme, les classes moyennes ont perdu leur allié naturel dans le combat pour le progrès social et ne peuvent plus se tourner que vers elles-mêmes pour produire du changement.

Petit à petit, pour pallier le manque de perspectives de transformation sociale, une fraction culturellement élevée des classes moyennes, que l'on peut appeler le « peuple de gauche », s'est donc désengagée du terrain social pour se porter vers le terrain associatif et culturel, y trouvant un champ d'expression restreint mais attentif pour ses idées. Cet investissement dans le domaine associatif donna naissance à des concepts qui touchent plus à l'art de vivre qu'à la gestion de la vie de la cité et qui sont le pendant de gauche de l'individualisme ambiant, les valeurs humanistes et réformistes en plus. Citons, par exemple, la décroissance ou le très significatif commerce dit « équitable ».

Le bobo et le libertaire

Les libertaires qui veulent fuir les désillusions du mouvement social se retrouvent donc sur la même ligne de conduite que ces classes moyennes embourgeoisées. Pourtant il y a un décalage majeur entre les vues des libertaires associatifs et du peuple de gauche quant à la signification de ces alternatives. Le grand danger est alors de voir dans ces activités un premier pas vers la société libertaire ici et maintenant.

Alors que pour les libertaires il s'agit de faire vivre en réduit des principes politiques amenés à régir un jour toute la société, pour le peuple de gauche, il s'agit d'une fin en soi, il s'agit de donner à son seul quotidien une touche plus conforme à ses valeurs, sans optique de changement à grande échelle. Cette déconnexion d'avec le mouvement social porte une volonté de créer un entre-soi, un îlot d'utopie dans une mer d'inégalités qu'on cherche à fuir plus qu'à résorber. Il s'agit de rendre plus supportable la société à l'échelle individuelle pour ne pas avoir à se

tourner vers les classes populaires pour produire une réalité plus juste pour tous, ce qui impliquerait de risquer des désillusions en sortant de la sphère protectrice des micro-alternatives.

Le piège des pratiques alternatives pour les libertaires réside également dans la construction d'un « concret » ici et maintenant qui viendrait remplacer, à terme, la perspective d'un changement global de société, c'est-à-dire d'adopter le schéma du peuple de gauche. Il faut se rappeler que ce culte du « concret », qui est l'argument des alternatives en actes, est aussi l'argument principal que nous opposent les réformistes quand on leur parle de révolution.

Dans leur langage, le concret s'oppose toujours à l'idéalisme et au bavardage supposés des révolutionnaires « qui ne veulent pas mettre les mains dans le cambouis ». Il en va de même pour les alternatives qui opposent le concret au discours abstrait des révolutionnaires mais aussi à l'inutilité des luttes sociales, vues comme perdues d'avance. Ici, le concret est non seulement un réformisme à petite échelle mais aussi un mépris de l'action de masse ou du moins une mise à distance des classes jugées moins avancées dans leur réflexion. Cette alternative se rend par là organiquement incapable de changement à l'échelle globale en rompant délibérément les ponts avec l'autre composante clef du prolétariat qu'est la classe ouvrière.

Des interrogations vitales

Il y a donc foncièrement divergence de vue quant à la signification à donner aux pratiques alternatives même si toutes débouchent en fin de compte sur une négation de l'action de masse. Par conséquent, les libertaires qui s'y engagent doivent s'interroger : la révolution que nous voulons est-elle la libération d'un seul, d'un unique face au groupe ou la libération d'un groupe face à la domination d'un seul ? Dans la deuxième hypothèse, seul un changement global pourra répondre à la question, qui passera inévitablement par le mouvement social et la lutte des classes. Celui ou celle qui veut une révolution sociale et libertaire ne peut pas prétendre y œuvrer en s'impliquant dans des micro-alternatives qui ont été conçues comme une échappatoire à un changement jugé impossible.

L'anarchisme, comme pensée sociale, doit baigner dans le mouvement social sous peine de perdre son sens et de reléguer l'émancipation dans le domaine de la philosophie individuelle et abstraite.

En tant que révolutionnaires, les libertaires se doivent de tenter de retisser le lien politique rompu entre la classe ouvrière et les classes moyennes et non pas s'enfermer avec ces dernières dans un mépris hautain de la première. Pour cela, nos pratiques d'intervention dans le champ social sont à réinventer.

Mais c'est là un autre débat. S. P.

Vers une réappropriation du travail

Dans un pays où l'État privatise, où les capitaux des entreprises sont entre les mains de géants de la finance et se vendent, s'échangent, deviennent des chiffres parmi d'autres ; dans un pays où, sous prétexte de crise, on n'hésite pas à licencier, à délocaliser pour mieux exploiter, quelle valeur peut-on accorder au travail ?

L'autogestion a souvent été tenue pour un rêve impossible. Pourtant des exemples existent : Lip[1] reste le plus connu. Nous n'avons pas besoin de nos patrons.

Pourquoi les producteurs, entendons par là les gens qui produisent, sont-ils tenus à l'écart des prises de décisions et ne profitent pas des bénéfices ? Pourquoi continue-t-on à produire plus plutôt que produire mieux ? Il n'y aura pas de porte de sortie aux crises, qu'elles soient sociales ou économiques, sans une réappropriation du travail.

Depuis l'industrialisation, l'organisation du travail ne donne plus aucune place à l'individu : le travailleur est devenu une machine à créer du profit, le rouage d'un système capitaliste dont il ne maîtrise ni les tenants, ni les aboutissants. On ne lui demande pas de penser, mais de produire et de consommer : le système est si bien fait que les travailleurs sont payés pour acheter la marchandise qu'ils produisent.

Bien qu'il convienne de faire le distinguo entre les grands patrons de multinationales et les petits patrons de PME – qui n'entretiennent pas le même rapport avec leurs salariés – dans les esprits, un tel gouffre sépare patrons et travailleurs qu'il semble difficile pour beaucoup d'imaginer des responsabilités partagées. Pourtant, il est possible d'être à la fois associé et travailleur ; ce modèle d'association existe, ce sont les Scop[2]. Cette nouvelle manière de travailler poursuit plusieurs objectifs : entreprendre à plusieurs, partager équitablement les bénéfices et mettre l'humain à la tête des priorités.

Une Scop peut être créée par des salariés qui, ensemble, décident de monter une entreprise. Un site menacé peut aussi devenir une Scop après son rachat par des travailleurs. Les salariés d'une Scop doivent posséder au moins 51 % du capital, après quoi, quelle que soit la part de capital de chacun des coopérateurs, chacun ne dispose que d'une voix, et les décisions respectent donc le principe coopératif. En cela, les Scop montrent bien qu'elles font surtout preuve d'éthique. Si une échelle des revenus est généralement adoptée, il arrive que certaines Scop choisissent une égalité des salaires. Ces entreprises incarnent donc une véritable ère nouvelle du travail.

En choisissant de travailler dans une Scop, on choisit aussi de travailler ensemble, de s'épanouir au sein de son travail, de faire changer les choses. On compte déjà plus de 50 000 salariés qui travaillent au sein de près de 2 000 Scop.

Si par capitalisme on entend la domination du marché par quelques grandes multinationales, la recherche du profit plutôt que de l'équilibre, alors il existe des alternatives crédibles au capitalisme. Il n'est plus possible aujourd'hui d'imaginer l'avenir de notre planète sans en sortir. Le développement durable et autres opérations marketing n'y changeront rien. Une seule solution : gérer nous-mêmes le travail, ne plus penser à la productivité mais à la manière de produire, supprimer les intermédiaires…

Des associations l'ont déjà compris. Les Amap[3], par exemple, qui, sous forme d'un partenariat entre consommateurs et agriculteurs, permettent de continuer de manger des produits frais, de proximité, de saison et souvent bio. Les avantages sont nombreux : la suppression des intermédiaires permet, en plus d'éviter une certaine forme de pollution, d'assurer un prix équitable pour le paysan comme pour le client, de permettre le dialogue entre producteur et consommateur et de savoir précisément d'où vient la nourriture que l'on mange.

Ce genre de fonctionnement est une nouvelle option face aux supermarchés, temples de la consommation, et à la mondialisation. Le retour à une économie de proximité sera la prochaine étape clef vers une alternative au capitalisme.

Pour que chaque individu puisse vivre libre et décider de son avenir, pour instaurer l'égalité sociale et économique, respecter la planète, un changement radical de société est nécessaire. Pour que le travail reste un élément d'épanouissement et non plus une humiliation, repensons-le.

Germinale

1. Lip (entreprise horlogère) : en mai 1973, au cours d'une grève, les travailleurs décident la remise en route de la production, sous contrôle des travailleurs, pour s'assurer un « salaire de survie ». Le slogan « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie » vient populariser cette lutte autogestionnaire.

2. Sociétés coopératives de production.

3. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

La révolution ne sera pas médiatisée

Pierre Thiesset

10 octobre 2009. Poitiers, sous le choc, est défiguré dans une « explosion de violence et de casse » (*Libération*, 14/10). « Près de trois cents militants se réclamant d'un collectif anticarcéral ont investi le centre-ville, masqués et cagoulés » (*Libération*, 12/10). Le journal de Rothschild dresse le bûcher de l'Organisation communiste libertaire et du collectif contre la prison de Vivonne. En chœur avec le tract sarkozyste appartenant au marchand d'armes Dassault (aussi appelé *le Figaro*) : « L'association qui était à l'origine de la "manifestation anticarcérale" de samedi est pour sa part sur la sellette » (12/10). Tant pis si les organisateurs de la manif ont condamné ces violences, pour la journaille, ils sont coupables.

Pire, c'est l'ennemi intérieur qui revient : « Les "autonomes" refont parler d'eux » (*le Monde*, 13/10), « l'ultragauche sème la violence » (*le Figaro*, 12/10), « la mouvance anarchiste » (*Libération*, 12/10) nous menace. Que fait la police ? Pourquoi a-t-elle été débordée ? Vite, plus de flicaille, plus de répression. La presse aux ordres a choisi son camp. Pour une quinzaine de vitrines cassées, des poubelles incendiées, quelques abris bus et des cabines de France Télécom brisés, elle fusille sur-le-champ en dégainant ses mots haineux. Pour le déchaînement policier revanchard et la parodie de procès en comparution immédiate qui suivront, elle sera moins prompte à s'indigner.

Fin octobre. Des agents d'EDF coupent le courant dans la région de Toulouse. Ils protestent contre le licenciement de quatre de leurs collègues, militants CGT, débarqués pour faits de grève. Non, les médias dominants ne s'offusqueront pas de la répression antisyndicaliste. Mais ils incendieront les grévistes, qui osent provoquer « des coupures sauvages d'électricité » de quelques heures (France 3). Pour *la Dépêche*, « un gigantesque ras-le-bol s'est élevé des 30 communes touchées par les coupures d'électricité ». Tandis que France Inter nous livre une interview d'une pauvre mémé déboussolée.

9 novembre. Les conducteurs des RER A et B se mettent en grève pour protester contre la dégradation continue de leurs conditions de travail. Aussitôt, France Inter fait honneur à son slogan « la différence » en nous gratifiant de ces poncifs éculés : « Journée galère », « perturbations », « embouteillage de voyageurs »... Ainsi que d'un micro-trottoir auprès de ces usagers « pris en otage ». Salopards de grévistes. Une pauvrette sanglote : « Je commence à en avoir assez. On comprend plus pourquoi ils font grève. » Ne compte pas sur radio France pour décrypter ce « mouvement de grogne ».

Un journalisme de classe

Ces exemples récents révèlent les prises de position de ceux qui se veulent simples témoins, impartiaux. « En 1995, l'annonce du "plan Juppé" est accueillie par un concert d'éloges[1]. » En 2003, la réforme des retraites est jugée « indispensable ». En 2006, « les commentateurs entonnent d'une même voix l'hymne en faveur de la flexibilité » : vive le contrat première embauche ! Après avoir applaudi le gouvernement, les éditorialistes condamnent, dans une quasi-unanimité, la plèbe qui ose manifester contre ces mesures « nécessaires ».

Souvenons-nous aussi du matraquage ouiouiste précédant le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005, du flot d'insultes déversées sur les opposants au texte[2]. Cette véritable propagande rappelait le traitement à sens unique qui avait conduit à l'adoption du traité de Maastricht, en 1992. Même en temps normal, hors campagne électorale, les « gardiens du consensus », « mécènes du libéralisme », réduisent le débat politique à un « affrontement » droite dure (UMP)-droite molle (PS)[3]. Sous leur filtre, les forces anticapitalistes n'existent pas. Anarchie est synonyme de bordel chez ces incultes qui n'ont lu ni Bakounine, ni Kropotkine, ni Reclus, ni Stirner, ni Proudhon, etc. Le mouvement antiproductiviste est constamment raillé : on lui préfère les gentils écolos à la Cohn-Bendit qui prônent la croissance verte et le développement du râble. Les attaques peuvent atteindre des sommets de bêtise : en 2001, *le Figaro* assimilait ainsi les « antimondialistes » à des « intégristes » du même acabit que Ben Laden[4]. Tous ceux qui proposent un projet de société différent, en dehors de l'immuable capitalisme libéral, doivent être disqualifiés. Les disciples de Thatcher tonnent d'une même voix qu'« il n'y a pas d'alternative ».

Bref, c'est ce qui s'appelle un « journalisme de classe » : « Ils servent les intérêts des

maîtres du monde. Ils sont les nouveaux chiens de garde[5]. » Certes on ne peut pas jeter l'opprobre sur l'ensemble de la profession. Mais c'est un fait : une toute petite clique, quelques dizaines de « cardinaux de la pensée unique », domine le journalisme, « conforte la domination de ceux qui déjà détiennent l'autorité et les richesses[6] ». Sous leur plume, l'ordre social ne sera pas ébranlé. Alors que « jamais les liens entre la presse et l'argent n'ont été aussi prononcés », « les médias dominants ne sont plus seulement des relais idéologiques de la mondialisation capitaliste : ils en sont eux-mêmes des acteurs de premier plan. [...] Les sociétés de presse ont un intérêt direct à la perpétuation et même à l'épanouissement du capitalisme de marché[7] ». Comme le chantait Gil Scott-Heron, la révolution ne sera pas télévisée.

Soutenir l'autre presse

Dès lors, la transformation sociale ne pourra être menée sans la remise en cause de l'ordre médiatique. « Ces instruments doivent être démontés et combattus avec vigueur[8] », prévient le sociologue Alain Accardo. Ce n'est pas la peine d'attendre que l'État casse les conglomérats, empêche la concentration des titres, mette fin à l'emprise de la publicité, favorise le développement d'une presse indépendante, encourage le pluralisme… Toutes mesures que préconisait le Conseil national de la Résistance en 1944. Cette remise en cause de l'ordre médiatique ne pourra venir que de nous, « récepteurs » des médias. Rien ne nous oblige à nous conduire comme des réceptacles lobotomisés, avachis sur le canapé, à subir l'étalage racoleur de faits divers[9] entre deux publicités, un match de foot et trois séries avilissantes. Dormez citoyens ? Un coup de masse dans l'écran et c'est une de nos chaînes qui tombe.

Les grandes puissances médiatiques vacillent déjà. Les audiences des journaux télévisés s'effritent. La diffusion de la presse dominante s'écroule[10]. Mieux, ces citadelles de la pensée conforme perdent leur légitimité aux yeux du public. Elles appellent à voter oui au traité constitutionnel européen ? Le peuple vote non. Elles font l'éloge de réformes libérales ? En 1995, 2003 et 2006, le peuple manifeste contre. Le fossé s'élargit. Mais les médias dominants continuent à dominer.

À nous de décrypter leurs discours pour mieux les combattre. Les sites d'Acrimed et de l'Observatoire français des médias s'y emploient. Version papier, le rageur Plan B donne des grands coups de pied dans la fourmilière du « Parti de la presse et de l'argent ». Aidons-le !

Face à la pensée unique rabâchée par un quarteron de scribouillards, une presse dissidente essaie de faire entendre une autre voix. Difficilement, car elle est le plus souvent portée à bout de bras par des bénévoles obstinés, sans ressources financières. Ces canards déchaînés pâtissent en général d'une faible diffusion : à nous de les acheter, de les faire connaître ! Les titres ne manquent pas : du côté des anars, il y a bien sûr le journal que vous êtes en train de lire, mais aussi *Courant alternatif*, *Alternative libertaire*, *Offensive*, *No pasaran* ; autres impertinents diffusés dans toute la France : *Politis*, *le Monde diplomatique*, *Fakir*, *CQFD*, *Siné hebdo*, les antiproductivistes de *la Décroissance*, du *Sarkophage*, d'*Entropia*, *S!lence*… Une presse locale non conformiste sévit dans de nombreuses régions : la *Lettre à Lulu* à Nantes, *Creuse citron*, *l'Aiguillon* à Chartres, *la Brique* dans le nord, *le Ravi* en région Paca[11], *la Galipote* en Auvergne, *Friture* en Midi-Pyrénées, *l'Agglorieuse* à Montpellier… Et puis, s'il n'y a pas de feuilles autogérées dans votre localité, pourquoi ne pas en lancer une ? Côté audiovisuel, des radios (et quelques télés) associatives émettent toujours, vent debout. Internet regorge de sites « alternatifs ». Les médias qui ne se satisfont pas du monde tel qu'il est et qui pointent l'urgence de le transformer sont plus nombreux qu'on ne le pense. Le livre *Devenons des médias alternatifs*[12] en recense une bonne partie. Saisissons-nous de ces armes pour nous battre contre la pensée molle. P. T.

1. Henri Maler et Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales, la morgue et le mépris ?* éditions Syllepse, 2007. Ce livre analyse le traitement médiatique des mouvement sociaux de 1995, 2003 et 2006. Toutes les citations de ce paragraphe en sont extraites.

2. Henri Maler et Antoine Schwartz, *Médias en campagne, retours sur le référendum de 2005*, éditions Syllepse, 2006.

3. Mathias Reymond et Grégory Rzepski, *Tous les médias sont-ils de droite ?* éditions Syllepse, 2008.

4. Henri Maler et Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales*, op. cit.

5. Serge Halimi, *les Nouveaux Chiens de garde*, éditions Liber, raisons d'agir, 1997.

6. Ibid.

7. Serge Halimi, « Les Luttes anticapitalistes face aux médias », article téléchargeable à l'adresse : infokiosques.net/spip.php?article348

8. Alain Accardo, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Agone, 2007.

9. Le nombre de faits divers ne cesse de s'accroître dans les JT : selon l'Institut national de l'audiovisuel, ils ont quasiment triplé de 1995 à 2008.

10. Aucun quotidien national « n'atteint plus aujourd'hui les 400 000 exemplaires payés » : Bernard Poulet, *la Fin des journaux et l'avenir de l'information*, Gallimard, 2009.

11. Qui cherche des euros pour survivre ! Plus d'informations ici : leravi.org

12. Esteban, *Devenons des médi@s alternatifs, guide des médias alternatifs et des sources d'information différentes*, éditions le P'tit gavroche, 2006.

La contre-culture

Pratiques et expériences dans la lutte anticapitaliste

« Les choses gratuites sont celles qui coûtent le plus. Comment cela ? Elles coûtent l'effort de comprendre qu'elles sont gratuites. »

Cesare Pavese

C'EST À LA FIN DES ANNÉES 1970 qu'apparaît la contre-culture Punk, autodestructrice et malgré tout porteuse d'espoirs. En France, elle donnera naissance au « mouvement alternatif », qui rassemblera des centaines de groupes et d'activistes. À coups de larsen, de guitares acérées et de boites à rythmes obsessionnelles, ils réinventent un discours libertaire et radical, anticapitaliste par la pratique : concerts à prix libre ou gratuits, disques et fanzines souvent vendus à perte ou échangés, ouvertures de squats pour permettre l'organisation d'événements (concerts, expositions, locaux pour répétitions) ou tout simplement se loger, réappropriation de savoirs (imprimerie, sérigraphie, sonorisation, émissions de radio…) pour se doter de moyens de communication, listes de distros et infoshops pour diffuser les productions… Tout cela a posé les bases d'une expérience autogestionnaire historique et sans réelle coordination. Une fourmilière de collectifs informels, tous liés les uns aux autres par des idéaux communs, avec la volonté farouche de vivre libre, et tout de suite.

Vingt ans après la tentative de récupération du mouvement alternatif (par l'État et les majors-compagnies), celui-ci est loin d'être mort. On a même assisté, à la fin des années 1990, à une nécessaire radicalisation de la scène, faisant ainsi le ménage des opportunistes qui y subsistaient. En parallèle, de nouvelles pratiques sont apparues avec les nouvelles générations d'activistes : cinéma, littérature, photographie, graphisme, ouverture à d'autres courants musicaux (rap, techno, folk, etc.). Avec, toujours, la volonté de s'affranchir autant que possible des contraintes économiques et dépendre le moins possible d'intervenants extérieurs à la scène, fidèlement au précepte Do It Yourself des débuts.

Aujourd'hui, ce réseau informel fonctionne toujours autant, et dans un contexte où le marché de la musique s'effondre lentement mais sûrement, les groupes continuent de tourner à travers le pays, d'écouler entre 500 et 5 000 exemplaires de leurs disques, sans médiatisation (autre que les fanzines et les dernières radios associatives), et parfois en proposant en téléchargement libre[1] leurs créations. La scène Do It Yourself semble avoir de beaux jours devant elle, grâce à l'informatique qui nous a doté d'outils puissants (que ce soit pour enregistrer/graver un disque, écrire une brochure et la diffuser, retoucher/exposer des photos, monter/diffuser un film ou un clip, etc.), pour peu que l'on se donne la peine de conserver une réflexion politique permanente autour de son utilisation (et que l'on ne succombe pas à la première mode venue comme les réseaux Myspace, Facebook, etc., qui ne sont que des outils de flicage à grande échelle). L'outil permet alors de créer, de travailler de manière collective à des milliers de kilomètres de distance, d'échanger et de diffuser en évacuant toute dimension économique[2] (si ce n'est celle de l'équipement de base et de l'accès au réseau). La somme des possibilités qu'internet nous offre, en matière de contre-culture et d'alternatives, est à la hauteur de l'acharnement des gouvernements successifs à vouloir s'en assurer le contrôle.

Pour autant il paraît important de terminer sur ce qui fut un socle commun de toute cette contre-culture au cours des trente dernières années : les échanges humains dans la vraie vie, générateurs d'amitiés, d'affinités et de solidarités. Un point primordial à ne pas perdre de vue, l'ordinateur et internet restent des moyens qui permettent de sortir de la sphère marchande mais ne peuvent constituer une finalité d'existence alternative.

Paria

1. Voir les sites internet de groupes comme Bolchoi, Guarapita ou Calavera…

2. Cela ne passe pas nécessairement par la gratuité (qui est devenue un argument marketing, prétexte à refourguer de la publicité et du contrôle social sous toutes les coutures) mais bien en ne cherchant pas à réaliser de bénéfices sur la diffusion d'une création (concept du non-profit).

Ah ! le con...

« De même que la chenille choisit pour y poser ses œufs les feuilles les plus belles, ainsi le prêtre pose ses malédictions sur nos plus belles joies. »

Jacques Prévert

De quoi ? De quoi ? Alors là, en matière d'alternative au capitalisme, j'aime autant vous dire que j'en connais un sacré rayon, vieux sage que je suis ! Mais, s'il faut écrire ce qu'on a à dire (et ça, j'aime bien !), je crois que le secret, l'essence même de toute solution que je pourrais proposer ici, se résume en une étape essentielle : faudrait qu'on arrête d'être con ! Tout simplement en commençant par l'être moins... Bon, j'avoue qu'on nous pousse, voire force à l'être (par accoutumance, faut vraiment qu'on soit con !) et que ça devient vraiment difficile d'en sortir, même si la situation, depuis longtemps, le nécessite... D'ailleurs, maintenant que j'y pense, il serait préférable de dire : Faudrait qu'on se libère de notre connerie ! Et, sans nullement m'en plaindre, ça rejoint la pensée du moins con que les autres qui disait que le sort de tous est lié au sort de chacun, tout ça...

Gègène me glisse en se marrant : « Et puis on est toujours le con d'un con, alors après, ce serait plus simple ! »

Je lui réponds du tac o tac, avec un regard des plus coquins « Et toi, t'es MON con ! »

Je m'explique : On est tous cons ! Et pas qu'un peu, avec ça ! Moi, toi, les autres aussi...même Gègène... Bah oui ! Non seulement on ne nous en laisse pas franchement le choix (on s'use dans des tafs antihumains pour pouvoir becter de la bouffe de merde et nourrir les affameurs de ce monde, on nous apprend qu'il faut s'acheter un chez soi et du matos high-tech pour cultiver, peinard, sa connerie dans son coin, et pour çà, on nous gave de pubs étudiées pour nous rendre plus cons qu'on l'est ! Et pendant ce temps-là, les bien-pensants nous mettent des matraques de CRS dans le cul jusqu'à l'occlusion intestinale, en nous expliquant que c'est pour notre bien...et accrochez-vous, il y en a même qui prennent des notes!), mais en plus, et ils le clament haut et fort pour certains, c'est tellement plus simple, au quotidien, de se laisser bercer par la connerie et l'ignorance !

Petite anecdote : un jour, je ne sais par quel heureux hasard, je me retrouve dans un troquet et je me mets à tchatcher un con (parmi tant d'autres !) sur le sort qui nous est majoritairement réservé, et le mec me claque : « Moi, après la journée de taf, j'ai autre chose à foutre que de me prendre la tête avec tes conneries ! (qui sont aussi les siennes, soit dit en passant). » Ce à quoi je réponds, un brin éméché mais amical : « Bah ! t'as qu'à te prendre la tête avant d'y aller, au boulot, mon con ! » Le mec me regarde, réfléchit deux secondes, et me balance en rigolant : « Arrête, si je fais ça.... J'y vais pas au boulot ! Hahaha ! Allez, je te paie un jaune ! » Là, j'ai dit : « Bon d'accord ! ». Fin de l'anecdote, que vous connaîtriez sûrement déjà si vous étiez un vieux sage comme moi... attention, vieux sage, mais con quand même...

Hophophop ! J'espère que vous n'avez pas perdu le fil, les aminches ! Je disais qu'on était tous cons !

Alors, voilà où ça mène : On se défend avec ce qu'on a (en gros, ce qu'ils veulent bien nous laisser, mais, heureusement, quand même un peu plus...), et faut bien dire que c'est léger, voire même trop maigre pour que nos réponses à leurs réformes et à l'image que le gouvernement se fait de la démocratie ne ressemblent pas, au final, du moins, à un profil bas du populo... Et puis, je sais pas pour vous, mais moi, j'ai l'impression que plus on se débat dans cette merde (ou, du moins, on essaie de garder la tête au-dessus) et plus il faut fournir d'efforts pour de moins en moins de résultats ! Et avec de plus en plus de risques ! Quel est le con qui a dit : « À cette époque où même tes lectures peuvent te faire inculper, si tu crois que les luttes sociales perdurent, c'est juste que les médias t'ont bien dupé ! » Ah bah ! c'est moi, à mes heures de nostalgie du bon vieux temps, qui me font pousser la poésie ! Bref, vous m'aurez compris, faut qu'on se libère de notre connerie, qui, en plus, n'est autre que la logique du capitalisme en transe, que le gouvernement prend un malin plaisir – et bénéfique aussi, quand même – à nous faire ingurgiter à toutes les sauces !

Je vous vois déjà : « Ho l'vieux con... » Ouais, bah moi, au moins, j'le renie pas ! Et même que, le sachant, je n'essaie pas de faire avec, mais de me démerder avec ce qu'il reste... Et il n'est absolument pas question de ce que des cons appellent l'intelligence ! Non ! Moi, je parle juste d'essayer de quitter cette camisole qui nous maintient dans une position anticréation, antiréaction, et de redonner leurs places aux besoins vitaux avant celles des profits. Comment ? En remettant en cause chacun de nos gestes quotidiens, chacune des informations qu'on nous injecte sans nous demander notre avis (mais pour en offrir un), et en se demandant à qui cette situation profite... Je sais que c'est con, ce que je vous écris là, mais je vous avais prévenus... je le suis ! C'est juste un premier pas en direction de terres vierges hors des marécages et autres sables mouvants du capitalisme... Pour la suite, je suis de ceux qui pensent que la vie de chacun(e) doit être sienne (et c'est sûrement pas le cas en ce moment !) et donc que chacun aura sa méthode...

Dernière grande nouvelle scientifique : on ne naît pas con, on le devient ! Il y en a qui sont encore sceptiques ? Bah ! prenez conscience que vous êtes cons (vous verrez, ça vient vite !) et vous verrez comme vous le vivrez mal !

DK

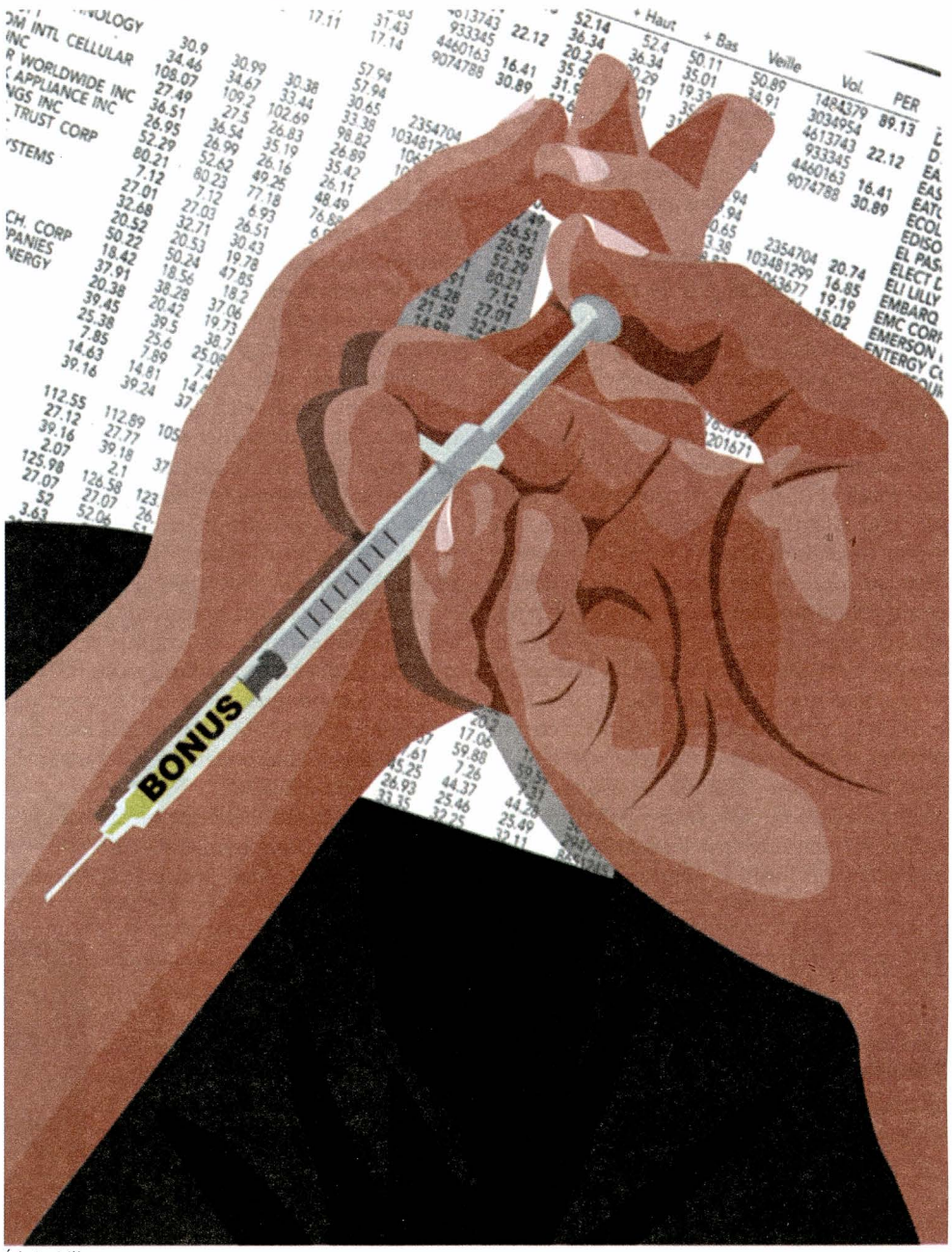
Animateur du fanzine Remontées acides

(remonteesacides.zic.fr)

Le début de la fin du capitalisme

Le capitalisme irréversible ?

Audrey Philibert



Éric Le Mière

Le capitalisme a fait de l'homme l'élément d'une force de production au service du capital, qu'il aliène par la création de besoins – souvent artificiels – à satisfaire. Un élément mû par quelques revendications, mais finalement assez sage, et dont la rémunération par le médium impersonnel qu'est l'argent étouffe souvent les protestations.

Le travail occupant la plus grande partie d'une journée, il est devenu vecteur de socialisation. Mais en faisant naître en tout homme des échappatoires standards, il uniformise nos vies (désirs d'évasion par le voyage, balades pour décompresser, ipod/bouquin dans le métro, manger, boire, fumer, shopping en tout genre, tels sont les plaisirs modernes de la vie), nos relations (nos temps de loisirs sont les mêmes, l'organisation de nos vies semblable), tout en entretenant l'illusion de notre individualité (on ne veut pas ressembler à la masse). Nous sommes dépossédés d'heures minutées par d'autres, mal supportées car ne reflétant pas nos potentiels. Ces heures, oxygène du capitalisme et de son arbre aux milliards de bras...

Qu'entrevoir ?

1° Des projets

Le sociétalisme, un mouvement citoyen mondial, préconise, pour l'essentiel, l'instauration d'un système économique et politique fondé sur les droits de l'homme et le respect de l'environnement, la réappropriation de la création monétaire par la collectivité, la gestion planétaire des biens communs non renouvelables ou nécessaires à la vie, la répartition des enrichissements collectifs nationaux sous forme de dividendes distribués équitablement à chaque citoyen, la démocratie participative locale et régionale dans un cadre de subsidiarité. La finalité est l'existence de « la société humaine » au travers de son épanouissement, ce qui conditionne réciproquement l'épanouissement de chacun des individus la composant.

L'écosociétalisme, qui en découle, propose une alternative économique post-libérale qui implique le déclin des systèmes financiers, boursiers et bancaires actuels.

Il entend répartir équitablement le pouvoir d'achat individuel, libérer la monnaie en fonction des biens et des services produits, la récupérer immédiatement lors de son utilisation.

Un peu plus sur : wiki.societal.org, voir Ecosocietalisme1 et objectifs.societal.org/

2° Des solutions en marche :

L'économie sociale, quant à elle, est constituée d'activités économiques réalisées par des entreprises principalement coopératives et par des mutuelles et des associations qui privilégient le service aux membres ou à la collectivité aux intérêts du capital dans la distribution des revenus.

Elle est à présent dotée d'une Cress (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire), qui promeut et développe à travers la France les initiatives solidaires antilibérales.

Mais est-ce suffisant, ou suffisamment développé pour avoir du poids ?

Je ne pense pas, car cela sert avant tout les relations et conditions d'exercice des membres au sein de la coopérative. Peut-on ici parler d'échange solidaire et équitable avec le client-consommateur ?

Dans l'alimentaire par exemple, après avoir réfléchi à l'idée de création d'une coopérative biologique selon ces même prin-

cipes, et qui rendrait les prix abordables au plus grand nombre, on m'a rétorqué : « Mais les Biocoops existent ! » Alors j'ai décidé d'aller voir et d'y faire mes courses, et c'est inabordable : pour 20 euros, quelques céréales et des condiments...

Un autre mode d'échanges existe : les Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), par la mise en relation directe du producteur et du consommateur.

Là aussi, regret de constater que ceux qui mangent bien sont ceux dont le porte-monnaie se chagrine peu. Mais alors, que faire....

Vers la refonte du système économique global par le mépris du capitalisme

3° L'existence d'alternatives qui font leurs preuves et qui initient de nouvelles formes d'échanges:

Peut-être le plus bel exemple à ce jour : le succès à Ithaca, État de New York, d'une monnaie locale, l'Ithaca Hours, inventée en 1991 par Paul Glover, en guise d'alternative aux profits capitalistes. Il est possible de gagner et dépenser localement cette monnaie en échangeant des savoir-faire et des services (les billets, ici, représentent des heures). Même une banque s'est mise à convertir les dollars en Hours, sans que l'inverse puisse se faire, bien sûr. C'est un mode alternatif qui s'est étendu depuis à d'autre villes et d'autres pays, dont la réussite tient à la satisfaction des usagers et à la reconnaissance de la « vraie » valeur du travail. Il va sans dire que l'extension de cette monnaie peut aider au démantèlement progressif du capitalisme... Selon Paul Glover, le réseau ne cesse de grossir ses rangs dans tous les domaines d'échanges de services. Pour l'instant, ne sont disponibles que vidéos et livres (en anglais), dont la vente doit aider à la création d'une fédération anticapitaliste donnant la priorité au commerce de proximité sans intérêt lucratif.

Le meilleur moyen pour se faire sa propre idée est de consulter le site :
ithacahours.com/french.html

En France, un peu partout, des systèmes fondés dans le même état d'esprit ont vu le jour. Ce sont les Sel (systèmes d'échanges locaux) ou banques du temps, au sein desquels la monnaie est bannie, l'unité de mesure étant choisie par les adhérents et fondée – tout comme l'Ithaca Hours – sur le temps.

Autrement dit, chacun apporte son concours et reçoit en contrepartie ce qu'il recherche en fonction des unités engrangées, établissant ainsi un catalogue d'offres et de demandes. Ce système ne permet ni la thésaurisation ni la spéculation et a pour unique vocation de faciliter l'échange de « richesses » réelles, à savoir nos potentiels.

Actuellement, ces solutions cohabitent avec le système économique capitaliste ; généralisées, ce sont toutes les dimensions de la vie sociale, économique, qui s'en trouveraient bouleversées, revisitant l'échange, le rapport à l'argent dans un but non lucratif, le partage du travail dans la solidarité.

Il y a là matière à réfléchir sur la possibilité de changer la nature humaine.

Ainsi, au-delà des projets qui tiennent essentiellement aux parutions en librairie, certes susceptibles d'aider à une prise de conscience, commencer par adhérer à un Sel dans sa ville, son village, c'est un pas vers l'action, vers la solidarité. Et en discuter, en tirer des bilans, en imaginer de nouvelles perspectives, c'est propager...

Quant au risque que l'État s'en prenne à nous... Mmmh, ce serait comme s'empêcher de faire de la corde à sauter de peur de se blesser le genou...

Quand ils ouvrent une entreprise, nous pourrions ouvrir un Sel, plutôt que d'organiser un colloque pour rassurer les âmes. Changer sa vie, ne plus subir, tel est le but. Aussi, je propose d'ouvrir un Sel à qui le voudra, quitte à grossir les rangs d'un Sel déjà existant. Il faut être deux au minimum pour l'échange, quelques heures de travail au champ contre quelques légumes et d'autres encore... Qui est tenté par du wwoofing[1] de week-end ?

Voici le lien pour découvrir :
selidaire.org/spip/rubrique.php3?id_rubrique=211

Et mon mail pour qui a, tout comme moi, juste envie de changer les choses :
doomlove@live.fr

A. P.

1. Cette expression vient de « wwoofer » (Willing Worker on Organic Farms, travailleur bénévole dans des fermes biologiques).

L'exhortation du poète

Il pleuvait et personne n'a voulu
raccompagner tes paroles à la berge.
Quelqu'un a trouvé du scandale à tes mots
sans excuse. L'un, les a badigeonnés
d'indifférence, l'autre a désiré les ignorer.
Alors le poème est tombé dans la trappe,
il s'est mû en effluve, en ange exterminateur
Il s'est arraché en lambeaux de la feuille
de papier et il s'est dit à lui-même :
Sur cette tombe transparente, les mots en
aveuglette ont le droit de sortir et de tricher
avec le soleil.
Le poète s'agenouille devant une grande
vasque qu'il appelle poème et il en sort
des mots, capsules d'étincelles et de rêves.
Il dit : l'eau s'est transformée en caillou et
vous aussi pouvez avoir l'allure de cailloux
ordinaires qui tapisseraient le corps
de l'homme. Vous ne demandez qu'à être
réveillés. Alors, témoignez de vos
transparences aveugles. Un cri, une pensée
vous porteront. Sortez du dictionnaire, logez vous dans un corps et
tant pis si ce corps parle une langue
anxieuse comme une bête.
Si vous transitez par l'estomac ou
par le sexe. D'où sortez-vous sinon
d'un homme ou d'une femme ?
Soyez vivants, témoignez pour eux
que leur condition soit misérable ou
honnête. Témoignez, racontez
comment vous sortez de leurs tripes parfois,
d'un verre de vin ou d'une délicieuse contemplation ? Retenez-vous à leur souffle, à leur
respiration, à leur bégaiement. Soyez humains
et pas trop déguisés, s'il vous plaît. Loin des
couverts et des tables bien mises, retrouvez
votre fonction première, celle d'exprimer les
cris, les chuchotements, les tremblements de
corps qui s'insurgent contre la censure, qui
crient pour trouver un peu d'air tout simplement. N'attendez d'autre reconnaissance que
le bonheur d'avoir pu sortir d'un homme ou
d'une femme, dans le cheminement,
les buissons, les épines, les clairières
de leurs voix.

Ainsi dit le poète qui se débarbouillait
le visage dans une grande vasque.

Evelyne Trân

De l'homme et de la nature dans la géographie et dans l'anarchie

Silfax

Lorsqu'il décède en Belgique, le 4 juillet 1905, Élisée Reclus est un géographe dont l'importance de l'œuvre est largement reconnue par nombre de ses pairs. N'a-t-il pas reçu en 1892 la médaille d'or de la Société de géographie de Paris ? Il est vrai que c'est une société « savante ». L'institution universitaire française et l'école française de géographie, tenue, et pour de nombreuses années par Vidal de La Blache, l'ignorent. Sollicité par l'Université libre de Bruxelles pour lui permettre d'organiser l'enseignement de la géographie telle qu'il l'a peu à peu conçue, il crée en 1894 la chaire de géographie comparée qu'il aura en charge durant dix années. Mais il n'y a pas que sa pensée géographique qui dérange. En effet, Élisée Reclus se réclame alors, haut et fort, de l'anarchie. Il a adhéré à la 1re Internationale en 1864 (ou 1862) et s'est lié d'amitié avec Bakounine, il a pris part à la Commune de Paris et Versailles triomphant l'a condamné au bannissement. Ses convictions anarchistes s'affirment nettement et il s'engage sans détour dans les rudes et riches débats qui agitent le mouvement pendant le dernier quart de ce XIXe siècle.

L'occultation profonde de son œuvre suit sa disparition et il faudra attendre en France le début des années 1970 pour que soit réexaminé son apport souvent novateur à la pensée géographique. Yves Lacoste, Béatrice Giblin et la revue *Hérodote*, qu'ils ont créée, en seront le principal vecteur. Dans le même temps, Reclus n'est pas oublié, bien au contraire, par les multiples courants de la pensée anarchiste et reste l'une des figures marquantes. Comme Kropotkine, avec qui il se lia d'une grande amitié, il incarne la synthèse en mouvement de la pratique scientifique ouverte et de l'activisme théorico-pratique au sein du mouvement anarchiste. Il faut ici remarquer que dans ces mêmes années, au contraire de ce qui se passe en France, se forge au sein du mouvement ouvrier ibérique surtout libertaire, une nouvelle culture spécifique, opposée à celle que proposent les classes dominantes, une culture où l'œuvre d'Élisée Reclus occupe une place centrale. Elle revendique la nécessité de l'harmonie permanente de la nature et de la société humaine, où l'homme devient réellement « la nature prenant conscience d'elle-même », sans État, sans classes, sans pouvoirs séparés. Il n'y a pas si longtemps, l'accès au siège de la CNT espagnole en exil, au 4 de la rue Belfort à Toulouse, permettait de « longer » les 19 forts volumes in-4° de *la Nouvelle géographie universelle*.

Philippe Pelletier est géographe et anarchiste. Dès son entrée en géographie, il a revendiqué son intérêt pour Élisée Reclus en collaborant en 1985, avec le GIP Reclus [1], à la rédaction de *La Géographie universelle*. En tant que chercheur, l'examen critique de la pensée scientifique géographique et de la place de Reclus est central : « Évaluer la pertinence analytique de la géographie réclusienne au regard de son époque se situe à deux niveaux : par rapport aux espaces géographiques tels qu'ils existaient alors et tels que nous pouvons les connaître de nos jours ; autrement dit, apprécier le degré de justesse et de fidélité des descriptions et des explications fournies par

Élisée Reclus. Et par rapport à ce que nous proposaient ses contemporains, géographes ou non. À partir de là, chercher à savoir si sa géographie est innovante. Évaluer sa pertinence scientifique globale peut également nous aider à comprendre la géographie du monde actuel, sinon l'humanité dans son ensemble. »

Mais on ne peut pas être anarchiste et réexplorer Reclus sans éprouver la nécessité d'essayer de mettre au jour les liens que peuvent entretenir ces deux choix de raison et de passion que sont l'anarchie et la géographie. Tâche complexe puisqu'il y faut aussi la compréhension de la construction historique de (des ?) la pensée anarchiste dans cette moitié du XIXe siècle, qui est celui d'Élisée Reclus, et celle des choix intimes et publics de ce dernier. De la même façon que sa conception de la géographie est un mouvement de la réflexion où s'affirme de plus en plus la « symbiose » de la nature et de l'homme, ses choix anarchistes – qui l'amènent à adhérer à la notion de « communisme anarchiste » – sont clairement en rapport avec les grands débats qui agitent le milieu. En définitive, la vie et l'œuvre de Reclus sont indissociables de ce double mouvement. Il faut donc suivre Pelletier dans son entreprise salubre et nécessaire, d'une ambition mesurée, dont il donne le bref résumé suivant : « Je me focaliserai surtout sur les principes de la géographie élaborés par Élisée Reclus qui, au-delà des inévitables obsolescences, [...] sont susceptibles d'articuler une géographie contemporaine, pertinente et dynamique. Je lancerai quelques pistes de réflexion sur un sujet vaste et ardu qui reste à traiter en profondeur : celui des rapports philosophiques ou épistémologiques entre la géographie et l'anarchie. »

Pour répondre à cette double interrogation, Pelletier fait tout à la fois œuvre de géographe, bien entendu, et d'historien de la

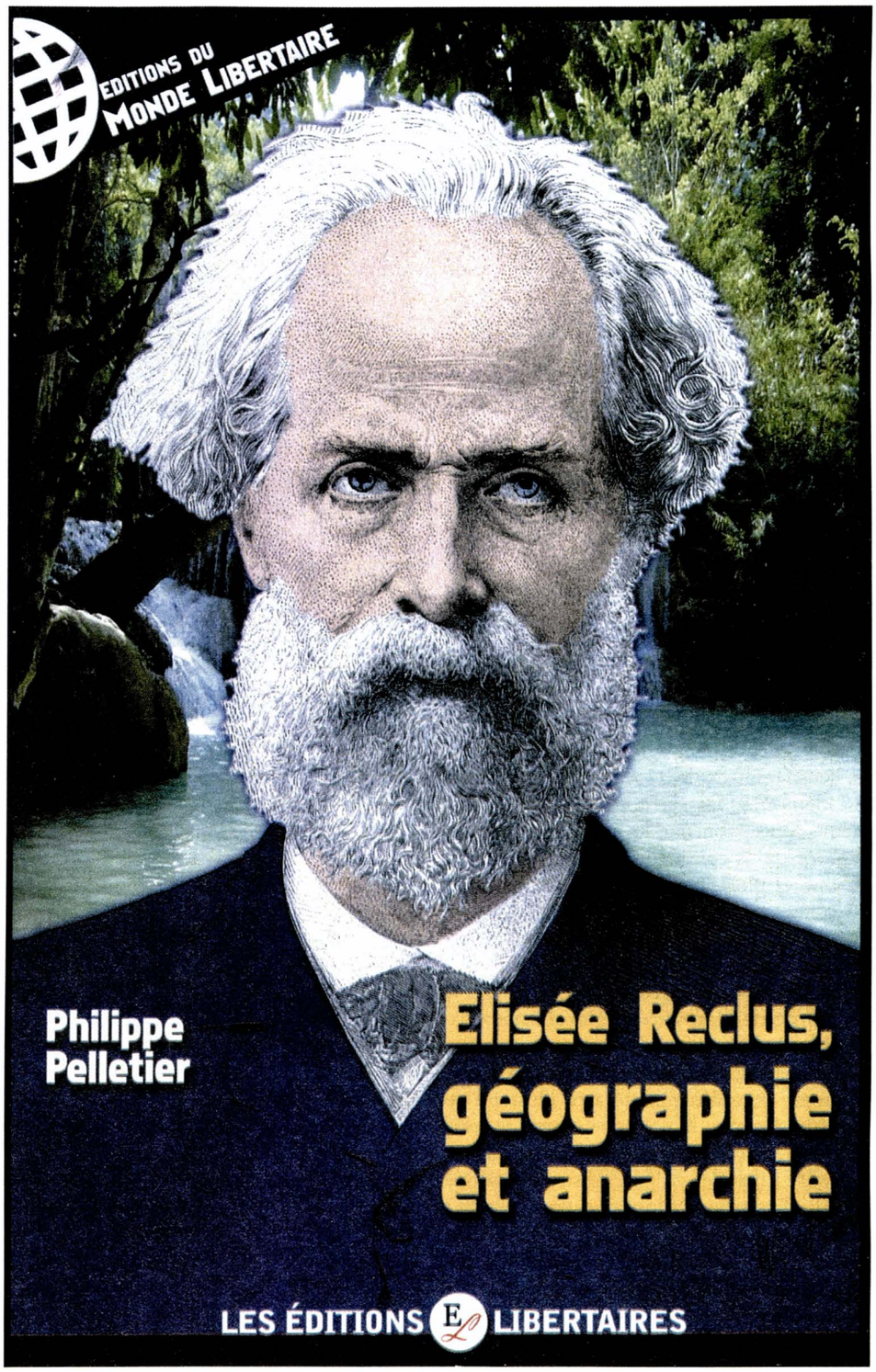
pensée géographique mais aussi d'historien de la philosophie et de la sociologie et, si cela à un sens, d'historien tout court ; en définitive, en suivant Élisée Reclus, Pelletier s'engage dans une réflexion épistémologique actuelle autour de la géographie et des problématiques qu'elle a installées, où elle rencontre l'histoire, les sociétés, le temps, l'économie, la politique. S'intéressant à la méthode, Pelletier met en évidence chez Reclus une position philosophique non dogmatique, construite autour « d'une dialectique de type contradictoire » inspirée de Vico ; « les termes contradictoires à la fois en opposition et en combinaison », interagissent sans résolution synthétique hégélienne ; le système en mouvement est décrit comme une dynamique, globale et ouverte, et cette démarche connaît et évite les risques du basculement vers le discours idéologique.

Sont ensuite passés en revue un certain nombre de domaines prospectés, sinon « découverts », par Reclus. Et d'abord le rapport entre l'espace et le temps, c'est-à-dire entre géographie et histoire. Reclus « s'affirme comme l'un des premiers concepteurs sinon le premier de ce qu'on peut appeler la « géohistoire » », le terme de géo-histoire étant compris comme « étude géographique, spatialisée, des processus historiques ». Pour étudier la vie des civilisations, leurs similitudes et leurs différences, Reclus, fidèle à sa méthode, « met en avant des facteurs géophysiques ou biogéographiques, ainsi que des facteurs politiques, sociaux et culturels et éprouve leur combinaison ». Ce faisant, il étudie les logiques politiques et économiques qui interviennent dans « l'organisation des espaces centrés sur la nature et la société ». La combinaison dialectique de ces différents éléments fait de Reclus un des créateurs de la « géographie sociale ».

Le rapprochement de la géographie et du politique le conduit à aborder la genèse de la constitution de l'État-nation, de la signification et de la légitimité des frontières. Alors que selon Ratzel, géographe clé de la fin du XIXe siècle qui exerce une influence considérable sur Vidal de La Blache, la nation puis l'État et ses frontières sont des constructions naturelles ascendantes, Reclus soutient à juste titre c'est la force brutale qui au cours de l'histoire les a imposés.

Reclus n'oublie pas la ville dans son approche globale de cette nouvelle géographie sociale. Là encore, il est novateur car le fait urbain est alors négligé par la géographie officielle de Vidal. Il prévoit la création des agglomérations immenses actuelles ainsi que l'absorption progressive des campagnes environnantes (rurbanisation, dans le jargon actuel) et considère ces anticipations comme « un phénomène normal de la vie des sociétés ». « Là où grandissent les villes, l'humanité progresse, là où elles dépérissent, la civilisation elle-même est en danger. » Critique véhément de l'urbaphobie (dont Rousseau, Herder ou Ruskin ont été les hérauts), sceptique et même hostile à la création de communautés anarchistes isolées, des « milieux libres », Reclus n'ignore pas pour autant, bien entendu, que la question urbaine est liée à la question sociale. « La division des classes se marque entre les ruelles sordides et les avenues somptueuses », et il affirme avec Cafiero, Kropotkine et d'autres que l'inégalité sociale ne pourra être supprimée que par la révolution et l'instauration du communisme libertaire.

Après s'être longuement plongé dans l'analyse des propositions de Reclus sur les rapports de l'Orient et de l'Occident, Pelletier pose ensuite une question aux résonances actuelles : peut-on considérer Reclus comme une écologiste avant la lettre ? Avant même d'apporter une réponse, il souligne les incompréhensions réciproques des deux disciplines qui partagent un objet d'étude commun, le rapport nature-société. Tout en constatant que Reclus n'utilise pas le terme d'écologie, bien que selon toute vraisemblance il le connaît (il choisit le terme de « mésologie » – de « milieu »), il établit que les formulations de l'anarchiste géographe anticipent les problématiques concernant l'environnement, en particulier sous l'angle de l'éthique.



« L'humanité a une responsabilité vis-à-vis de la nature donc vis-à-vis d'elle-même puisqu'elle en est issue. » Elle se doit donc de l'aménager rationnellement mais aussi esthétiquement. Car Reclus aime passionnément la nature et la beauté de ses paysages – « L'émotion que l'on éprouve à contempler tous les paysages de la planète dans leur variété… » –, tout en accordant à la raison et à la science conjuguées aux valeurs qui fondent sa conception anarchiste du monde la capacité d'apporter d'immenses bienfaits à l'humanité.

Les deux derniers chapitres sont consacrés spécifiquement à l'exploration des rapports qu'entretiennent « géographie et anarchie, au-delà même de la personnalité de Reclus », à ouvrir des « pistes » mais « qu'on sent prometteuses ».

Un point fondamental émerge, qui consiste à préciser encore davantage le fondement épistémologique du champ d'étude de la science géographique moderne : c'est la science des rapports dialectiques qu'entretiennent la nature et l'homme, la science qui considère comme un tout, comme un « système », « le sol et le climat, les terres avec leur appropriation et leur agronomie, les mœurs, les liens familiaux, les croyances, les identités, les mémoires, les territoires ». C'est cette même conception que les anarchistes défendent lorsqu'ils considèrent que « l'humanité est une et plurielle […], que le respect des diversités en tout genre ne peut être garanti que par la prise de conscience commune des problèmes communs, que ceux-ci soient économiques ou écologiques ».

Dans cette perspective « globalisante », la géographie est confrontée aux rapports entre pouvoir et territoire, entre nation et espace, à sa propre complémentarité avec l'histoire et en définitive avec le politique – *natura* et *polis*. Discipline au contenu fortement social, elle ne pouvait manquer d'être instrumentalisé. Pelletier fait œuvre d'historien de la géographie et en analysant sa pratique, en particulier depuis le XIXe siècle, il démontre comment les géographes ont été au service du colonialisme et des colonisations, comment d'abord explorateurs, ils travaillent ensuite avec les militaires. Reclus a été un des premiers géographes connus à condamner la colonisation. Simultanément, les géographes vont se mettre au service de la diplomatie : « délimiter du pouvoir, donc délimiter du territoire », ce qui, d'une certaine façon, participe de « l'aménagement du territoire ».

La représentation du rapport homme-nature et ses applications concrètes sont les révélateurs des glissements idéologiques et politiques de la géographie. Convoquant tour à tour, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Rocker, Murray Bookchin ou Daniel Colson, Pelletier montre que « pour l'anarchisme, l'être humain est partie intégrante de la nature », mais une nature « changeante, évolutive, dynamique ». Entendue comme contexte extérieur à l'homme (concept qui complète, en s'y opposant, celui « d'universelle totalité des choses et des êtres ainsi que des lois naturelles », selon Bakounine), elle peut être étudiée par la science afin « de comprendre les lois et d'émanciper l'homme de son enveloppe extérieure ». Le degré de maîtrise progressive de son environnement correspond au niveau de culture d'un groupement humain, culture étant entendue comme « résistance consciente de l'homme contre la course de la nature », selon Rudolf Rocker. Ce dernier point permet à Pelletier d'insister sur ce qui, selon lui, distingue fondamentalement anarchisme et marxisme. Alors que ce dernier privilégie un « sens de l'histoire », l'histoire conçue « comme un parcours linéaire, avec un début et une fin programmée, avec des étapes obligées […], une métaphore quasi sociobiologiste de la vie et de la mort d'un individu », l'anarchisme se fonde sur un fonctionnement du monde – progrès, régrès, volonté humaine et mémoire – et « une aspiration ontologique : la révolte, avec la construction d'une réponse à l'intolérable situation existante ».

Poursuivant sa réflexion critique sur la place et la fonction de la géographie dans la conception marxiste du monde global, chez Marx d'abord, puis chez ses épigones, Pelletier met en évidence les limitations dérivées des déterminismes induits par la théorie marxiste (primat de l'économicisme et de l'enchaînement obligé des modes de production) qui déterminent l'apparition d'une sorte de « déterminisme géographique ». Selon Plekhanov, « les particularités de l'environnement géographique déterminent le développement des forces productives ». Les géographes anarchistes récusent cette thèse en affirmant la prééminence des rapports entre le milieu et le groupement humain qui l'occupe, « l'aptitude de ses habitants à fournir volontairement la part de coopération et de solidarité imposée à chacun par la nature » (selon Léon Metchnikoff, ami et correspondant de Reclus). Dans le rapport dialectique du milieu et de la société, le milieu, l'espace, déterminent les types d'activités et les modes d'organisation humaine privés et collectifs ; ceux-ci, à leur tour – dimension spatio-temporelle –, façonnent leur environnement.

Pelletier se livre ensuite à une rapide analyse comparative des rapports de l'économie et de la géographie tels qu'ils sont formulés chez Marx et le socialisme, chez Kropotkine et l'anarchisme. L'examen de la division socio-spatiale du travail le conduit à insister sur ce qui différencie fondamentalement les conceptions marxistes et anarchistes de la sociologie, c'est-à-dire la définition de classes, leur nature, la dynamique de leurs transformations et de leurs affrontements. De la même façon, la divergence au sujet des liens de l'économie et du politique (primauté de l'économique qui détermine le politique – marxisme – *versus* influence réciproque de l'économique et du politique – anarchisme) l'amène à passer en revue les problématiques de la politique et de l'espace donc du territoire, d'abord comme « élément fondamental de la création des communes » selon Kropotkine, puis dans ses rapports avec les concepts de nation et de nationalités, de frontières (Proudhon qualifie de « principe louche » la théorie des frontières naturelles), de patrie et d'État (« une abstraction, une fiction métaphysique […] de la patrie » selon Bakounine).

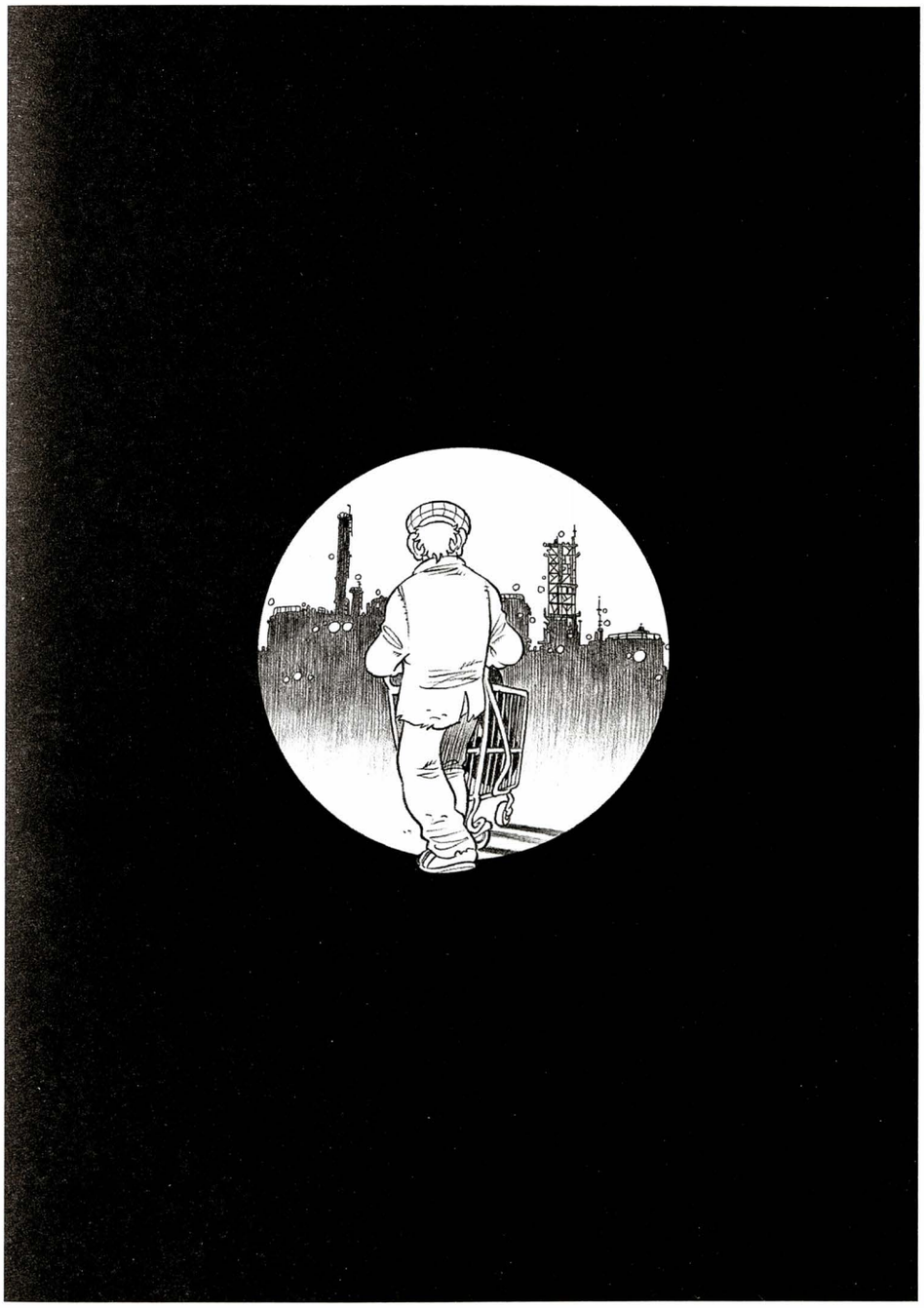
Et comme il faut bien clore ce compte rendu de lecture d'un livre compact, dense, parfois proche du propos du géographe spécialiste – comment s'en étonner ? –, polémique et stimulant, quoi de plus simple que de citer l'auteur : « Savoir se repérer dans l'espace, c'est accroître sa liberté […]. Lire, la carte, le globe ou le paysage, c'est comprendre et chercher ce qui se passe derrière les apparences. […] Pratiquer une géographie libre, c'est décupler la liberté de tous. » Et conclure, encore une fois avec Élisée Reclus : « La lutte des classes, la recherche de l'équilibre, et la décision souveraine de l'individu, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la géographie sociale et qui dans le chaos des choses, se montrent assez constants pour qu'on puisse leur donner le nom de "lois". […] C'est l'observation de la Terre qui nous explique les événements de l'Histoire, et celle-ci nous ramène à son tour vers une étude plus approfondie de la planète, vers une solidarité plus consciente de notre individu, à la fois si petit et si grand, avec l'immense univers. » S.

1. Groupement d'intérêt public. Réseau d'étude des changements dans les localisations et les unités spatiales.

Élisée Reclus, géographie et anarchie, par Philippe Pelletier, Les Éditions libertaires et Éditions du Monde libertaire, 254 pages. L'ouvrage contient aussi une riche bibliographie. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le *vieux* qui ramassait des bouts de ferraille

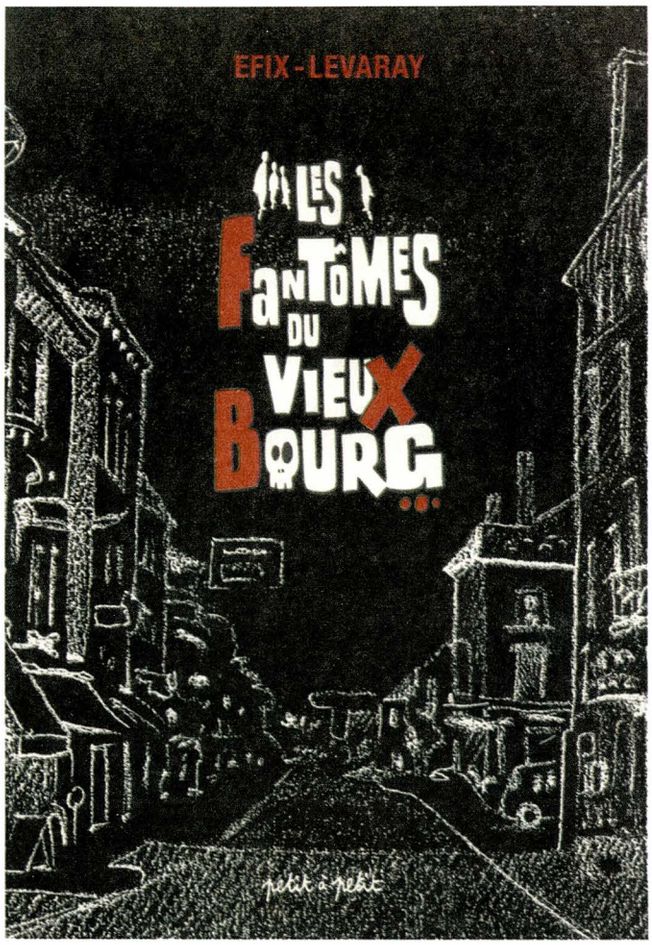
Saison 2



Jean-Pierre Levaray

J'ai déjà écrit sur lui. Il apparaissait par deux fois dans un recueil de nouvelles qui s'intitulait *À quelques pas de l'usine* [1]. Je voulais, à cette époque, parler des prolos et des pauvres qui habitaient dans le quartier qui longe l'usine. Il faisait partie de ceux-là. Je l'avais appelé « le vieux qui ramassait des bouts de ferraille », parce que je n'en savais pas beaucoup plus sur lui. Je l'avais découvert un midi alors que je me rendais au boulot. Il se trouvait au milieu du carrefour du boulevard Industriel et, malgré le passage incessant des camions, il essayait dangereusement de récupérer une plaque de tôle tombée de son chariot de supermarché.

Après c'était comme si je ne voyais plus que lui, toujours en train de transporter dans un Caddie des morceaux de ferraille qu'il amenait à l'entreprise de récupération située en face de l'usine. Cette activité devait lui rapporter quelques euros en complément d'une retraite sans doute famélique.



Je croisais cet homme quasi quotidiennement lorsque j'allais à l'usine ou en repartais. Touché par la tristesse qui émanait de lui, je ne savais pas quoi faire. Un midi, même, je passais à sa hauteur, près de l'entrée de l'usine. Il était assis sur une des énormes pierres posées sur le trottoir pour empêcher les camions de se garer, et il se roulait une clope. Une occasion pour essayer de lui parler ? Plus je m'approchais plus je me rendais compte qu'il ne me voyait pas. Il était perdu loin dans ses pensées. C'était comme si nous étions dans des dimensions, des mondes différents.

Au fur et à mesure que les jours passaient, lorsque je le croisais, je me faisais un film sur les raisons de sa tristesse. Apercevant des gens, aussi pauvres mais plus jeunes, qui récupéraient également des métaux, je pensais que la concurrence semblait être rude et qu'il devait avoir de plus en plus de mal à survivre.

Et puis, avec le dessinateur Efix, nous avons sorti l'adaptation en bédé de mon recueil de nouvelles [2]. Et là, le « vieux qui ramassait des bouts de ferraille » est devenu un vrai personnage de bande dessinée. Efix, sans l'avoir vu, l'a dessiné tel qu'il était, vieux, sec, avec une barbe courte, portant casquette et manteau hors d'âge. C'était lui et ce n'était pas lui. Je culpabilisais d'autant plus en le croisant encore. Il était dans le livre, figé dans ce que je pensais être son histoire et il continuait à vivre sa vie. Drôle de sentiment.

Les habitants du quartier achetèrent le livre, plutôt contents qu'on parle d'eux et de leur bourg quasi oublié. Plusieurs m'interpellèrent pour me dire : « Tu parles de Marius, c'est sympa. » J'en appris ainsi un peu plus sur ce personnage. Marius était comme une mascotte du quartier. D'origine portugaise, comme un grand nombre des habitants du coin, il ne s'était jamais acclimaté et, après les chantiers et les accidents du travail, il s'était retrouvé chômeur. Aujourd'hui, il n'avait qu'une toute petite retraite et vivait seul depuis toujours. On me montra son lieu d'habitation : une toute petite bicoque en briques noircies, située près de l'usine. Son minuscule jardin servait de dépotoir à des objets récupérés la nuit dans les poubelles du voisinage. Et donc, il passait chaque matin dans les rues du quartier, quémandant la moindre pièce métallique qu'il pourrait monnayer.

Je me posais des questions sur le droit que je m'étais octroyé de parler de lui. Dans mes autres textes, pour la plupart, il était question de gens que j'avais rencontrés, avec lesquels j'avais eu des discussions. Lui, c'était autre chose. Je m'en étais emparé pour en faire un personnage, ce qu'il ne saurait sans doute jamais.

Au fil des semaines qui passaient, il était presque devenu une obsession, je ne voyais plus que lui. Poussant ou non son Caddie. Je le croisais même dans d'autres coins, jusque dans les hauts quartiers, ceux où vivent les plus riches, là où se trouvent aussi les administrations. Peut-être venait-il y chercher sa pension ?

Et puis, il disparut.

Ne connaissant pas vraiment sa vie et ayant de nombreuses occupations à cette époque, je ne m'en formalisais pas plus que ça.

C'est deux trois mois plus tard que j'ai croisé Serge faisant ses courses comme moi, dans l'hypermarché tout proche. Serge est un ancien de la boîte qui a toujours habité à côté de l'usine. Depuis qu'il ne bosse plus, il anime une association pour tenter de faire vivre le quartier et il organise des expositions, des bals, des concerts et des repas. C'est aussi une véritable mémoire des lieux. Il sait tout ce qui s'y passe. Évidemment, je lui ai demandé s'il avait des nouvelles de Marius.

Quoi ? Tu n'es pas au courant ? C'était dans le journal.

J'ai la fâcheuse tendance à écrire des histoires qui finissent mal, comme si le prolo était condamné à la misère et à la mort. Un genre de héros tragique que seule la révolution sociale et libertaire pourra sauver. Des fois, pourtant, je ne voudrais pas que ça finisse mal, je voudrais même que la personne s'en sorte. Et puis la vraie vie est plus forte que la fiction. Chez les pauvres, ça finit souvent mal, dans la violence ou la douleur.

C'est octobre et Marius revient de la ville haute. Il sort même de la Poste où il vient de retirer sa pension trimestrielle. C'est le soir tombant avec de la bruine. Marius marche d'un pas pressé. C'est toujours comme ça quand il ne pousse pas son chariot rempli de ferraille, il marche rapidement. Il traverse les cours d'immeubles, longe le centre commercial et descend la grande avenue où les feuilles mortes s'entassent. Puis il bifurque sur la droite pour rejoindre sa rue et sa maison.

C'est comme si on l'attendait, c'est comme si on savait. À peine arrive-t-il dans son quartier qu'il est agrippé violemment par deux types qui le plaquent contre le mur de silex.

Ton fric, dit l'un d'eux.

Marius émet quelques borborygmes, se débat pour se libérer, mais il n'est pas assez costaud. D'après le témoin, les agresseurs sont comme lui, avec des allures de clochard, des manteaux longs et sales, des cheveux noirs, longs et gras. Peut-être un peu plus jeunes.

Le plus grand lui donne un coup de poing dans le ventre, Marius crie. L'autre le prend par le col de son manteau et le pousse. C'est là que Marius perd l'équilibre et tombe. La tête heurte l'angle du trottoir. Coup du lapin. Il meurt sur le coup. Les agresseurs fouillent ses poches et trouvent six cents euros. Une fortune. Ils s'enfuient en courant. C'est ainsi qu'un voisin, trouvant leur conduite pour le moins bizarre lorsqu'ils passent devant lui, regarde plus loin et voit le corps étendu de Marius.

Voilà, c'est tout, ce n'est pas la franche rigolade, mais je pensais qu'ayant pris, écrit, mis en image un petit bout de sa vie, je me devais de vous raconter aussi sa mort. J.-P. L.

Actualité de Jean-Pierre Levaray

Sortie en janvier de son roman *Tue ton patron* (Éditions Libertalia).
Jean-Pierre sera présent, avec Efix, au Salon de la bande dessinée d'Angoulême, du 28 au 31 janvier. Un grand espace leur sera réservé à la Maison des peuples et de la paix, 5, rue Hergé, avec expo, dédicaces, débats, pots de l'amitié…

1. Aux éditions Chant d'orties.
2. *Les Fantômes du vieux bourg*, éditions Petit à Petit.

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

02 Aisne
Groupe Kropotkine
Athénée libertaire
& Bibliothèque sociale
8, rue Fouquerolles
02 000 Merlieux
Permanence les 1er 3e 5e jeudis du mois de 18 heures à 21 heures.
Tél. : 03.23.80.09

04 Alpes-de-Haute-Provence
Liaison Alpes-de-Haute-Provence
Daniel ADAM
BP1
04190 – Les Mées
adsalam@no-log.org

05 Hautes-Alpes
Groupe GEL-05
BP 111
05 003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritimes
Liaison Antibes
c/o Le Monde libertaire

07 Ardèche
Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
01 170 Villeneuve-de-Berg

12 Aveyron
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 2
12 400 Montlaur

13 Bouches-du-Rhône
Liaison Germinal de Marseille
c/o Mille Bâbords
6, rue Consolat
13 001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

Liaison La Ciotat
c/o Mille Bâbords
6,1 rue Consolat
13 001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

14 Calvados
Groupe de Caen
c/o Le Monde libertaire
fa-caen@no-log.org
facaen.zeblog.com

17 Charente-Maritime
Groupe Nous Autres
c/o ADIL
BP 3
17 350 Port d'Envaux

18 Cher
Liaison Bourges
c/o Le Monde libertaire

19 Corrèze
Groupe Jose Fortuny
c/o Le Monde libertaire

21 Côte-d'Or
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître
BB 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon
Permanence tous les mercredis de 20 heures à 23 heures
6, impasse Quentin

22 Côtes-d'Armor
Groupe Jean Souvenance
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22 000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 Creuse
Groupe Arthur Lehning
c/o Alayn Dropsy
9, Rizat
23 270 Ladapeyre
Tél. : 05.55.80 64 00
alayn.dropsy@yahoo.fr
anarchie23.centerblog.net

24 Dordogne
Groupe Drapeau Noir Périgord
c/o ADCS 24
Le Bourg
24 290 Saint-Amand-de-Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman
c/o Emma
Pavillon 10
44, rue Léon-Félix
24000 Périgueux
emma.goldman@no-log.org

25 Doubs
Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25 014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
lautodidacte.org

Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25 000 Besançon
lautodidacte.org

26 Drôme
Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
c/o Groupe Jules Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38 100 Grenoble
laruerale@no-log.org

28 Eure-et-Loire
Groupe de Chartres
Abbayes de St Brice
1, rue Martin-Auval
28 000 Chartres
Permanence chaque 1er et 3e vendredi du mois de 22 heures à 23 heures.

30 Gard
Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 25 018
30 903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

32 Gers
Liaison Gers
c/o Le Monde Libertaire

33 Gironde
Cercle Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33 000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

35 Ille-et-Vilaine
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35 000 Rennes
contact@farennes.org
farennes.org

Librairie associative
La Commune
17, rue de Chateaudun
35 000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage
ladignerage@yahoo.fr
anartoka.com/la-digne-rage/portal.php

38 Isère
Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
c/o Groupe Jules Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38 100 Grenoble
laruerale@no-log.org

Groupe Vercors
c/o Le Monde libertaire

39 Jura
Groupe Lucio
c/o La Maison Du Peuple
12, rue de la Poyat
39 200 Saint-Claude
groupelucio@altern.org

42 Loire
Groupe Nestor-Makhno de la région Stéphanoise
Bourse du Travail salle 15 bis
Cours Victor Hugo
42 028 Saint-Étienne cedex 1

45 Loiret
Groupe Gaston Couté
c/o Le Monde Libertaire
gastoncoute@no-log.org
groupegastoncoute.blogspot.com

51 Marne
Liaison Marne
c/o Le Monde libertaire
fa51@no-log.org

54 Meurthe-et-Moselle
Liaison Nancy
c/o Le Monde libertaire

56 Morbihan
Groupe libertaire Francisco Ferrer
Cité Allende
Boîte 19
56 100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr

Groupe libertaire René Lochu
6, rue de la Tannerie

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

56 000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr

57 Moselle
Liaison Voline
Sarrebourg
c/o Le Monde libertaire

Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16
57 645 Noisseville

63 Puy-de-Dôme
Liaison Clermont-Ferrand
c/o Le Monde libertaire

67 Bas-Rhin
Groupe de Strasbourg
c/o ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41 017
67 027 Strasbourg Cedex 01
groupe-strasbourg@
federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35
67 340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@
federation-anarchiste.org

Liaison Haut-Rhin
c/o Le Monde libertaire

69 Rhône
Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44, rue Saint-Georges
69 001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
vivre-libre.org

71 Saône-et-Loire
Groupe La Vache Noire
c/o ADCLSL
BP 516
71 322 Chalons-sur-Saône Cedex
libertaire71.monsite.wanadoo.fr

72 Sarthe
Groupe Lairial
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et Café libertaire le premier samedi du mois à 16 heures.

73 Savoie
Groupe Chambéry
c/o La salamandre
Maison des associations
67, rue St-François-de-Sales
Boîte X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
fa73.lautre.net

75 Paris
Groupe Pierre-Besnard
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@
federation-anarchiste.org

Groupe La Vache Folle
c/o Le Monde libertaire
vfolle@multimania.com
www.multimania.com/vfolle

Groupe Claaaaaash
c/o Le Monde libertaire
groupe.claaaaaash@
federation-anarchiste.org
claaaaaash.over-blog.org

Groupe Louise-Michel
c/o Le Monde libertaire
groupe-louise-michel@
federation-anarchiste.org

Groupe Berneri
c/o Le Monde libertaire

Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire

Groupe Artracaille
c/o Le Monde libertaire

Groupe Béton Armé
c/o Le Monde libertaire
bton.arme@gmail.com
beton-arme.blogspot.com

Groupe Anartiste
c/o Le Monde libertaire
anartiste.org

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75 011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du lundi au vendredi : de 14 heures à 19 h 30
le samedi de 10 heures à 19 h 30

Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
75 018 Paris
Jeudi de 18 heures à 19 h 30 et samedi de 15 heures à 18 heures

Radio libertaire
89,4 MHz et sur le net

76 Seine-Maritime
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76 000 Rouen
farouen@no-log.org

Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76 000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16 heures à 18 heures
Vendredi 17 heures à 19 heures
Samedi 11 heures à 18 heures
Pendant les vacances scolaires les samedis de 14 heures à 18 heures

Groupe Zéro de conduite
Le Havre
c/o Le Monde libertaire

77 Seine-et-Marne
Groupe Sacco et Vanzetti
c/o GRELE
1 bis rue Émilie
77 500 Chelles

Liaison Melun
c/o Le Monde libertaire

80 Somme
Groupe Alexandre-Marius-Jacob
c/o Le Monde libertaire
fa-amiens@no-log.org

81 Tarn
Groupe Les ELAF
c/o Le Monde libertaire

84 Vaucluse
Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 5018
30 900 Nîmes
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

86 Vienne
Groupe Pavillon Noir
c/o Le Monde libertaire

91 Essonne
Groupe Jean Meckert de Corbeil-Evry
c/o Le Monde libertaire
accueil@
essonnelibertaire.org

RAT (Réseau pour l'abolition de la télévision)
c/o Le Monde libertaire

92 Hauts-de-Seine
Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
www.ideesnoires.fr.nf
ideesnoires.fa@noos.fr
Vente du *Monde libertaire* tous les dimanches au marché de Malakoff de 11 heures à 12 h 30.

93 Seine-Saint-Denis
Groupe Henry-Poulaille
c/o Le Monde libertaire
groupe-henry-poulaille@
wanadoo.fr

Groupe Albert-Camus
c/o Le Monde libertaire

94 Val-de-Marne
Groupe Élisée-Reclus
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org

Groupe Tous les maquis
c/o Le Monde libertaire
touslesmaquis@voila.fr

95 Val-d'Oise
Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

Belgique
Groupe Ici et maintenant
c/o Le Monde libertaire
groupe-ici-et-maintenant@
federation-anarchiste.org
www.ici-et-maintenant.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel *À voix autre*
www.avoixautre.be

Groupe intinérants et ou professionels
Groupe La Lune Noire
Groupe des intermittents du spectacle.
c/o Le Monde libertaire

RADIO LIBERTAIRE

En Ile de France : 89.4 MHz

Et sur Internet, depuis http://www.federation-anarchiste.org

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité
de la Fédération anarchiste

Grille à jour en mai 2009

DIMANCHE

08h00 : ***Goloss trouda, la voix du travail***, émission franco-russe

10h00 : ***Ni maître ni dieu***, émission de la coordination nationale des libres penseurs

12h00 : ***Folk à lier***, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 En alternance :

- ***Tempête sur les planches***, actualité du théâtre et de la danse ①
- ***Symbiose***, le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...②
- ***Cris et murmures,*** la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam ②

15h30 En alternance :

- ***Chants, contrechamps,*** cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s) ②
- ***L'heure Stratocaster***, relecture et découverte du rock par des ados ②♥
- ***Des mots, une voix***, des mots, des auteurs ②

17h00 : ***Le mélange,*** musique et actualité du spectacle

18h30 En alternance :

- ***Echos et frémissements d'Irlande***, émission de l'association irlandaise ①
- ***Il y a de la fumée dans le poste***, émission du CIRC ①

20h30 En alternance :

- ***Détruire l'ennui,*** anarcho punk et diy (dot it yourself) ①
- ***Les désaxés,*** ciné en zone libre ①

22h00 Les liaisons dangereuses, c'est à dire en alternance **:**

- ***Rudies back in town***, Les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville ①
- ***Seppuku***, musiques électroniques ①

24h00 En alternance :

- Plage musicale
- ***Balistik,*** musiques créatives ②

LUNDI

11h00 : ***Lundi matin***, infos et revue de presse

13h00 : ***Les partageux de la Commune***, émission sur la Commune de Paris

14h30 ***Ondes de choc***, magazine culturel, poésie, chansons et littérature ①

16h00 : ***Terre et liberté,*** sur les luttes des peuples sans Etat ②♥ (2ème lundi du mois)

18h00 En alternance :

- ***Les mangeux d'terre***, écolo-libertaire ② (1er lundi du mois)
- ***Agora libertaire***, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste ② (2ème lundi du mois)①
- ***La santé dans tous ses états***, l'actualité du milieu de la santé (3ème lundi du mois) ②
- ***Le vivre ensemble***, végétarisme et cause animale ②♥ (4ème lundi du mois)

19h30 : ***« Le monde merveilleux du travail » :*** des syndicats de la CNT

21h00 : ***Ça urge au bout de la scène***, actualité de la chanson

22h30 : ***De la pente du carmel, la vue est magnifique***, comme son nom l'indique

Nouvelles émissions : ♥

MARDI

8h00 : ***Le parisien libertaire,*** actualité parisienne

9h30 : Plage musicale

11h00 ***ArtRacaille***, débat de la condition de l'artiste dans la cité ♥

12h30 : ***Wreck this mess***, cocktail de musiques radicales

14h30 : ***L'idée anarchiste***, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

18h00 En alternance :

- ***Les amis d'Orwell,*** émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus ①
- ***Un peu d'air frais,*** l'écologie au quotidien ①♥

17h00 : ***Des oreilles avec des trous (dedans)***, des fusiques molles pour fous les tous

18h00 En alternance :

- ***Idéaux et débats***, émission littéraire ①
- ***Pas de quartiers...***, ça se passe près de chez vous ①

19h30 : ***Paroles d'associations***, magazine de la vie associative et culturelle

20h30 : ***Radio libertaria***, émission de la CNT (1er, 2ème et 4ème mardi du mois).

20h30 : ***Emission*** sur un sujet d'actualité ouverte aux auditeurs (3ème mardi du mois) ②♥

22h30 En alternance :

Muzar, autour de l'art contemporain ②

Bol d'art, tu traces... ①

MERCREDI

8h00 : La bibliothèque anarchiste Textes anarchistes et débats d'idées ①♥

9h30 ***: Court-Circuit***, Scènes philosophiques

10h30 : ***Blues en liberté***, émission musicale blues

12h00 : ***Sans toit ni loi***, émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 : ***Le manège***, littérature, cinéma

16h00 : ***Léo 38*** Reggae et autres

17h00 : ***Décalages horaires***, musiques du monde

18h30 : ***Femmes libres,*** femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 : ***Ras les murs***, actualités des luttes de prisonniers

22h30 : ***Traffic***, musiques urbaines et libres propos

Type des émissions :
militante
culturelle musicale

JEUDI

0h30 : ***Les Rendez-Vous Soniques,*** Le magazine libertaire du rock ♥

08**h30** : ***Jus de rue***, infos et actualité

10h00 : ***Chronique hebdo***, analyse libertaire de l'actualité

12h00 : ***De rimes et de notes***, actualité de la chanson et du spectacle

14h00 : ***Radio Cartable***, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 : ***Bibliomanie***, autour des livres...

16h30 : ***Petites annonces d'entraide***

18h00 : ***Si Vis Pacem***, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 : Les enfants de Stonewall,

En alternance :

- ***Toujours les mêmes,*** scène queer, transpédégouine, punk de Paris ②♥
- ***Body freaks***, la radio Trans (actus et débats trans②
- ***Affinités électives***②
- ***Sida bla bla***, émission d'Act Up-Paris ②

Si 5ème jeudi : ***questions LGBT***

20h30 : ***Entre chiens et loups***, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques…)

22h00 : ***Epsilonia***, musiques expérimentales et expérimentations sonores

Périodicité des émissions :
① *bi-mensuelle*
② *mensuelle* ③ *autre*
Sans indication : hebdomadaire

VENDREDI

8h30 : ***Petits matins pour le grand soir,*** les enfants du père La Purge ①

11h00 En alternance :

- ***Zones d'attraction***, Philosophie witz et performance ①♥
- ***L'écho des cabanes***, de l'ombre à la lumière ①♥

13h00 ***: Place aux fous***, musiques, disciplines de l'indiscipline ①

14h30 ***Les oreilles libres***, musiques engagées

16h00 : ***Koumbi,*** culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique

17h30 : En alternance :

- ***Radio espéranto***, émission de l'association Sat-Amikaro ③
- ***Radio ZAM***, spécial esperanto jeunes ②

19h00 L'Invité du vendredi, c'est à dire en alternance :

- ***Des droits et des hommes***, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ②
- ***L'antenne sociale***, autour des acteurs du social ②
- ***Raison présente***, émission de l'Union Rationaliste de France ②
- ***Trait d'union***, le mouvement des idées ②

21 h 00 En alternance :

- ***Offensive*** … libertaire et sociale①
- ***La grenouille noire,*** anarchisme et écologie①

22h30 : ***Ca booste sous les pavés***, musiques, reportages et actu

SAMEDI

0h00 ***Les nuits musicales***

En Alternance :

- ***Nuit Léo 38***
- ***Sure Shots*** ②♥(1er samedi du mois)
- ***SoundRadio*** ②♥(3ème samedi du mois)

08h00 : ***Réveil hip-hop***, hip-hop

10h00 : ***La philanthropie de l'ouvrier charpentier***, comme son nom ne l'indique pas

11h30 : ***Chronique syndicale***, luttes et actualités sociales

13h30 : ***Chroniques rebelles***, débats, dossiers et rencontres

15h30 : ***Deux sous de scène***, le magazine de la chanson vivante

17h00 En alternance :

- ***Bulles noires,*** bandes dessinées et polar ③
- ***Bulles de rêve***, cinéma d'animation②

19h00 En alternance :

- ***Tribuna latino-americana***, actualité politique de l'Amérique latine ①
- ***Longtemps, je me suis couché de bonne heure***, magazine des livres, de la musique et du cinéma ②
- ***Les passagers de la nuits***, émission mensuelle de cinéma ②♥

21h00 Les nuits libertaires, c'est à dire en alternance **:**

- ***Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée***, chronique artistique, musique classique et contemporaine ①
- ***Tormentor***, musiques alternatives ①

23h00 : ***Nuits off,*** topologies sonores, rock et chroniques ①

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS

Tél. Siège : 01 48 05 34 08 Fax 01 49 29 98 59 Tél. Studio 01 43 71 89 40 e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org/rl/

LICENCIEMENT
CRISE
3M
DERVAL
NEMO
Aurélio, 2009
JOKOKO 09
jhano
LOUNA